

LUNDI NEUF MARS VINGT-QUINZE

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Les banques veulent votre bien : Le gouvernement fédéral s'apprête à le leur donner p.1
- = **Subprimes, Saison 2** p.8
- = Inégalités, bénéfices, spéculation : alerte à la bulle ! p.10
- = Les Etats-Unis ne savent plus où stocker leur pétrole p.12
- = **Pétrole: La Libye annonce un Etat de Force Majeure** p.14
- = Le dollar va-t-il revenir à la mode ? p.15
- = Pétrole : mort du marché et guerre des prix, 2ème partie p.17
- = Le banquier Jacob Rothschild met en garde contre la " situation géopolitique la plus dangereuse depuis la seconde guerre mondiale" p.20
- = +1,5°C ? +2°C ? +3°C ?... Compte à rebours pour sortir des énergies fossiles p.21
- = **Sivens-NDDL-EPR, même combat...** p.25
- = **SYRIZA NE DOIT PAS POUVOIR TENIR SES PROMESSES** p.27
- = **Exubérance monétaire: c'est reparti comme en ...1971 ?** p.30
- = **Et si le projet européen s'effritait ?** p.31
- = **Suicide : l'Union européenne redouble de zèle** p.32
- = **Les deux énigmes de la reprise américaine** p.35
- = **Obama: le pétrole canadien est «extraordinairement sale»** p.35
- = **ZONE EURO : Selon Mario Draghi, la crise est finie [blague du jour]** p.37
- = **Envies Rentrées (Charles Gave)** p.38
- = **Les poches vides, Athènes revient solliciter ses créanciers...** p.41
- = **LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC** p.44

<> <> <> <> <> <> <> <> 0 <> <> <> <> <> <> <>

[Article que vous ne trouverez pas dans le journal « La Presse » ou « le journal de Montréal » (même si j'en ai fait la demande).]

[Canada] Les banques veulent votre bien :

Le gouvernement fédéral s'apprête à le leur donner

Elles vont pouvoir piger dans votre compte de banque sans votre permission



Richard Le Hir* Tribune libre de Vigile dimanche 7 avril 2013

<http://www.vigile.net/Le-gouvernement-federal-s-apprete>

[Remarque de articlesdujour.com : Cette loi (du bail-in) a été signée par Stephen Harper en juillet 2013 de façon hypocrite, noyé dans un ensemble d'autre lois. (Voir section surlignée plus loin.)]

La crise financière mondiale, qui en est maintenant à sa cinquième année,

s'apprête à entrer dans une nouvelle phase critique. Non seulement les mesures d'assouplissement quantitatif ne sont-elles pas parvenues à relancer la croissance, mais plusieurs spécialistes, et non des moindres, croient de plus en plus qu'elles ont contribué à aggraver la situation, et ils craignent que les banques centrales ne se soient engagées à l'aveuglette dans des manoeuvres **aussi inédites que dangereuses.**

Le résultat ? Au delà des constatations immédiates à la portée de toute personne attentive à l'évolution de la conjoncture quant au niveau du chômage et de l'activité économique, on observe désormais se multiplier toute une série de phénomènes dont le nombre, la diversité, la gravité et la co-occurrence, constituent autant de signes annonciateurs d'une très forte turbulence.

Au cours des dernières semaines, nous avons appris que **la récession en Europe s'intensifiait,** que des pays dont on croyait l'économie forte, **comme la Hollande** ou la Finlande, étaient en très mauvaise posture, que les banques européennes en général, mais plus particulièrement les banques italiennes, ne parvenaient pas à débarrasser leurs bilans de tous leurs mauvais prêts et investissements mal avisés dans des titres hautement spéculatifs, et que leurs problèmes pourraient même entraîner **un effondrement de la zone euro.**

Cette semaine également, la Banque d'Angleterre est allé jusqu'à admettre, en termes aussi prudents que possible, que le marché des actions ne reflétait plus correctement la réalité, et que **les investisseurs négligeaient de prendre en compte les tensions sous-jacentes.**

Au Japon, aux prises depuis dix ans avec une situation désastreuse que la banque centrale n'est pas parvenue à juguler, le nouveau gouvernement Abe a exigé et obtenu de celle-ci qu'elle ouvre toutes grandes les vannes monétaires avec des taux à 0 % et un programme agressif d'achat d'actifs pour faire baisser le yen et favoriser une relance des exportations qui stagnent depuis plusieurs années face à la concurrence d'autres pays asiatiques comme la Corée.

Mais la dette japonaise attendra bientôt les **245 % de son PIB** (oui, vous avez bien lu), et même le gouverneur de la banque centrale du pays juge qu'elle est intenable, un point de vue que partagent entièrement les grands financiers internationaux **George Soros** et **Kyle Bass** qui ont exprimé cette semaine leurs plus grandes inquiétudes quant aux risques que cette situation

fait courir au système financier international.

La situation mondiale est tellement grave et les conséquences d'un arrêt de ces interventions tellement lourdes qu'un observateur aussi érudit et attentif que Ambrose Evans-Pritchard, directeur des pages économiques et financières internationales du *Telegraph* de Londres, chroniqueur en ces matières depuis plus de 30 ans, est désormais convaincu que les banques centrales ne remettront jamais en question ces pratiques, la fuite en avant dans la voie « créditiste » leur paraissant infiniment préférable à

[l'effondrement économique mondial qu'occasionnerait inévitablement tout retour à des pratiques plus saines.](#)

Au Canada et au Québec, l'évocation du créditisme étonnera sûrement la génération des *baby-boomers* qui se souviennent des théories fumeuses du Major Douglas, reprises au Québec par Réal Caouette, Camille Samson et les Bérêts blancs. « Rendre financièrement possible ce qui est socialement désirable », disaient-ils. Et bien nous y sommes, et Caouette doit jubiler dans sa tombe devant une adhésion aussi généralisée à ses thèses.

Mais tous ceux qui ont les pieds fermement ancrés sur terre ne peuvent pas ne pas être à la fois effarés et consternés par une telle dérive, et ne pas ressentir dans le creux du ventre le genre de contraction qui vous pince les ouïes en cas de danger imminent. Et ils ont raison.

Lors du dépôt du budget fédéral il y a une dizaine de jours, le ministre des Finances Flaherty a déposé simultanément un document intitulé « Plan d'action économique 2013 ». Vous en trouverez les morceaux éparpillés **[à cette adresse.](#)**

Bien cachée complètement au bas du Chapitre 3.2 dont le titre « Aider les fabricants et les entreprises à prospérer dans l'économie mondiale » est sans rapport avec le sujet traité, se trouve une section intitulée :

Instaurer un cadre de gestion des risques pour les banques nationales d'importance systémique

Le Plan d'action économique de 2013 instaurera un cadre exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique.

Les grandes banques canadiennes sont une source de vigueur pour

l'économie du pays. Elles connaissent de plus en plus de succès sur les marchés internationaux et créent des emplois au pays.

Le gouvernement reconnaît aussi qu'il faut gérer les risques associés aux banques d'importance systémique – celles dont les difficultés ou la faillite pourraient perturber le système financier et, partant, nuire à l'économie. Cela exige une supervision prudentielle solide, de même qu'un ensemble robuste d'options permettant la résolution de ces institutions sans faire appel à l'argent des contribuables dans le cas peu probable où l'une d'elles ne serait plus viable. [Mes caractères gras]

Le gouvernement compte mettre en place un cadre exhaustif de gestion des risques pour les banques canadiennes d'importance systémique. Ce cadre s'harmonisera avec les réformes instaurées par d'autres pays et les principales normes internationales, comme les Caractéristiques essentielles de systèmes performants de résolution pour les établissements financiers (Key Attributes of Effective Resolution Regimes for Financial Institutions) du Conseil de stabilité financière, et fonctionnera en parallèle avec le régime canadien des fonds propres réglementaires déjà en place. Le cadre de gestion des risques comprendra les éléments suivants :

- Les banques d'importance systémique seront assujetties aux normes de fonds propres plus élevées que déterminera le surintendant des institutions financières.
- **Le gouvernement propose d'établir un régime de recapitalisation interne pour les banques d'importance systémique. Ce régime sera conçu de manière que, dans le cas peu probable où une banque d'importance systémique épuiserait ses fonds propres, elle pourra être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires. Cette mesure réduira les risques pour les contribuables.** Le gouvernement consultera les intervenants sur la meilleure façon d'instaurer un régime de

recapitalisation interne au Canada. Le calendrier de mise en œuvre assurera une transition en douceur pour les institutions touchées, les investisseurs et les autres participants au marché. [Mes caractères gras]

- Les banques d'importance systémique demeureront assujetties aux exigences existantes sur la gestion des risques, y compris une surveillance plus étroite et l'obligation de préparer des plans de reprise des activités et de résolution. Ce cadre de gestion des risques limitera l'avantage injuste dont profiteraient les banques canadiennes d'importance systémique du fait que les investisseurs et les autres participants au marché croiraient, à tort, que ces institutions sont **trop grandes pour faire faillite**.

Dans un langage tout ce qui a de plus aseptisé, le gouvernement fédéral explique le plus banalement du monde que dans le cas où une banque d'importance systémique comme l'une des cinq grandes banques canadiennes (RBC, TD, CIBC, BMO, ou Scotia et dans certaines circonstances possiblement aussi la BN et certaines autres banques régionales importantes), épuiserait ses fonds propres, elle pourrait être recapitalisée et redevenir viable grâce à la conversion très rapide de certains de ses passifs en fonds propres réglementaires, dans le but de réduire les risques pour les contribuables.

Cela veut tout simplement dire que les dépôts de ses déposants (passifs pour elle) pourraient être convertis (quel euphémisme !) en fonds propres de la banque, sans le consentement des intéressés, pour éviter que le gouvernement ne soit lui-même obligé de la recapitaliser. Il s'agit d'une expropriation, d'une confiscation des dépôts, d'un vol au sens du code criminel (aller au delà de l'intérêt spécifique qu'on a dans la chose), en toute légalité. On croit rêver !

Voilà ce que le gouvernement fédéral concocte dans votre dos, bien à l'abri dans les méandres de ses textes « d'information » sur ses plates-formes Internet. Et si vous croyez que cela ressemble à ce qui vient de se produire à Chypre comme le soulignait hier **notre ami Alain Maronani ici-même sur Vigile**, vous n'avez pas tort.

Mais la meilleure, dans le cas de Chypre, c'est la lettre que faisait parvenir le 11 février dernier le Cabinet du gouverneur de la Banque de Chypre au président de la Banque Laïki suite aux inquiétudes qu'il avait partagées avec le *Financial Times* de Londres sur les intentions de celles-ci à l'égard de ses déposants.

Comme cette lettre va sûrement passer à l'histoire, je prends la peine de vous la traduire en plus de vous offrir une copie de l'original :

BANQUE CENTRALE DE CHYPRE

EUROSYSTEM

11 février 2013

M. Takis Phedias

Directeur général par intérim

Banque Laïki

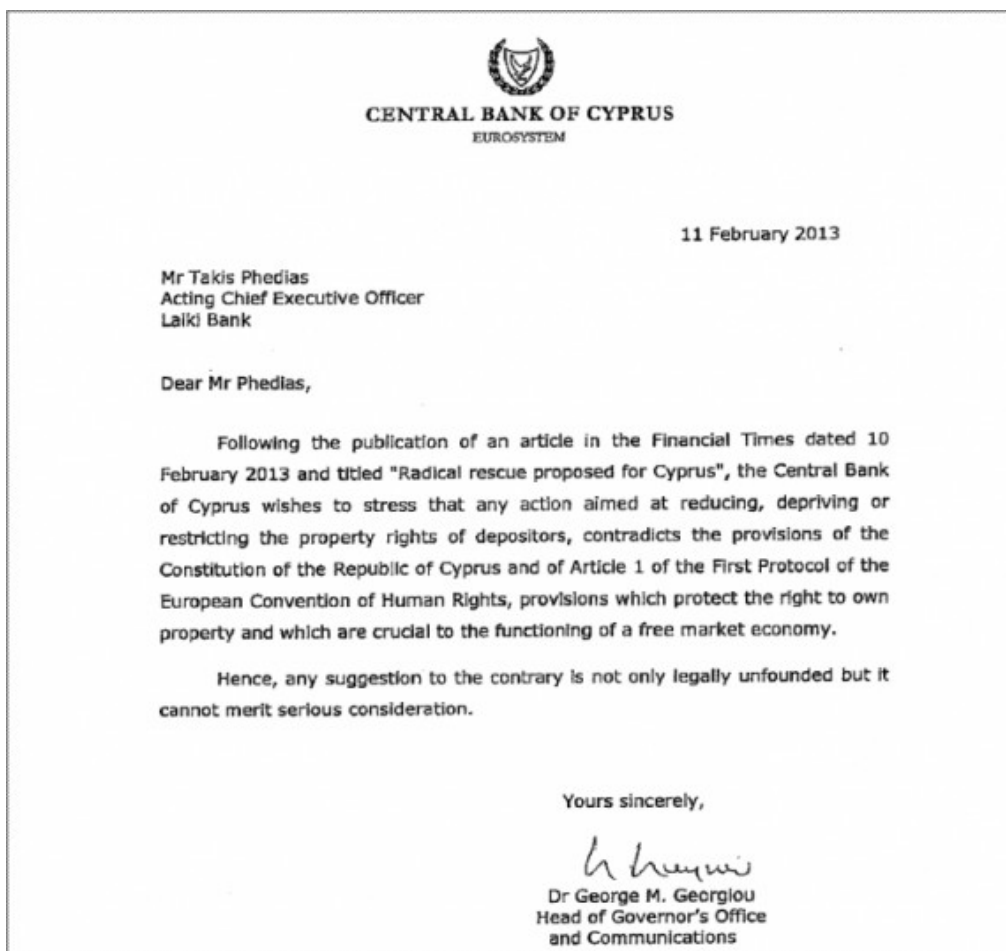
Monsieur Phedias,

Pour faire suite à la publication dans le *Financial Times* le 10 février 2013 d'un article intitulé « Un sauvetage radical envisagé à Chypre », la Banque centrale de Chypre souhaite souligner que toute mesure visant à réduire l'avoir des déposants, les en déposséder, ou à en restreindre l'accès de quelque façon, contrevient aux dispositions de la Constitution de la République de Chypre et de l'Article 1 du Protocole n° 1 de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, dispositions qui protègent la propriété individuelle, si essentielle au bon fonctionnement d'une économie de marché.

Dès lors, toute suggestion à l'effet contraire est non seulement dépourvue de tout fondement juridique, mais elle ne mérite même pas d'être prise en compte.

Salutations distinguées,

Dr George M. Georgiou
Directeur, Cabinet du Gouverneur
et Communications



Un mois et demi plus tard, les autorités européennes appelées à la rescousse imposaient aux autorités cyprïotes (oui, cyprïotes sans « h », vérifiez !) la confiscation partielle de l'avoir des déposants, l'échange d'une autre partie de leur dépôts en actions de l'entité recapitalisée, et la transformation du solde de leurs dépôts en prêts à long terme portant intérêt au taux actuel (exceptionnellement bas) sans garantie de remboursement du principal, en violation de leur Constitution et de la Convention européenne des Droits de l'Homme !

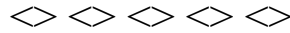
Constitution ? Droits de l'Homme ? Rien à cirer !

Et votre gouvernement fédéral, qui a déjà les deux mains dans votre poche, s'apprête à en faire autant. Le « plusse beau pays du monde »... Sweet

Canada !

Un p'tit peu de pommade avec ça ?

***Richard Le Hir** (né le 9 juillet 1947 à Versailles) est un avocat, administrateur, conseiller en gestion et homme politique canadien. Il a été député de la circonscription d'Iberville à l'Assemblée nationale du Québec de 1994 à 1997 et ministre délégué à la Restructuration en 1994 et 1995.



Subprimes, Saison 2

Edouard Tetreau / Associé-gérant de Mediafin | Le 03/03 2015 LesEchos.fr

Aux Etats-Unis, l'argent coule à nouveau à flots. Tout se passe comme si les leçons de 2007-2008 étaient oubliées. Sous couvert de l'euphorie retrouvée se prépare le prochain choc systémique mondial. Pire que le précédent.

d'Edouard Tetreau

Allô, la Terre ? » Revenir en Europe, et en France, après un séjour d'un mois aux Etats-Unis est un choc assez brutal.

Là-bas, sur la planète américaine, la croissance, l'innovation et l'argent débordent de partout. Avec un taux de chômage de 5,7 % (contre 10 % en 2009), un rythme actuel de création de 3 millions d'emplois par an, le plein-emploi n'est plus un mirage, mais un objectif tangible.

Dans la Silicon Valley comme dans les autres hubs technologiques américains (Boston, New York notamment), le rythme des innovations est exponentiel, à l'instar des progrès de l'intelligence artificielle là-bas : à témoin le record de 300.678 brevets déposés en 2014 (Uspto) ; et l'avertissement de Bill Gates (« *I am in the camp that is concerned about super intelligence.* »).

L'argent déborde de partout : depuis le robinet de la Réserve fédérale et ses 3.700 milliards de dollars de « quantitative easing » ; dans les fonds de « private equity » et les entreprises qui ne savent plus quoi faire, les uns de leurs fonds non utilisés, les autres de leurs excédents de réserves (après distribution de dividendes et rachats d'actions), à l'instar d'Apple (près de 150 milliards de dollars). L'argent déborde aussi dans les dîners de « fund raising » pour financer les campagnes politiques des futurs juges (les

procureurs, aux Etats-Unis, ont besoin de lever des fonds pour se faire élire – cette industrie s’appelle la justice), ou des candidats aux primaires de 2016. Ainsi de Jeb Bush, qui vous conviait à dîner chez Henry Kravis (KKR) au 625 Park Avenue le mercredi 11 février, moyennant la modique somme de 100.000 dollars. Il faut au moins cela pour rivaliser avec l’objectif d’Hillary Clinton de lever 500 millions de dollars pour les futures primaires démocrates. Ces modestes montants étant des hors-d’œuvre à côté des fonds levés pour la dernière campagne parlementaire (4 milliards de dollars pour les élections « midterm » de 2014) ou présidentielle (6 milliards de dollars en 2012).

Dans l’Amérique de 2015, tout s’achète, y compris les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires. D’ailleurs, qui s’en plaindrait ? C’est la théorie, très en vogue du « trickle down » : déversons un maximum d’argent en haut de la pyramide, et l’argent ruissellera (« trickle ») pour tous.

Et, de fait, l’argent ruisselle pour tous aux Etats-Unis aujourd’hui.

Exactement comme à l’été 2007, lorsque je m’y suis établi. Il ruisselle en Bourse : le multiple de résultat de long-terme du S&P 500 est supérieur à 27 : un niveau jamais atteint depuis l’été 2007. L’été où les premiers craquements de la crise des « subprimes » se sont fait entendre.

Vous avez aimé la « saison 1 » de la crise des « subprimes », version 2008-2009 ? Celle qu’aucun dirigeant d’institution financière, en Europe ou aux Etats-Unis, n’avait vu venir ? Chacun étant trop occupé à compter ses bonus, à ventiler ses produits toxiques et à expliquer que le risque financier avait disparu puisqu’on avait trouvé la martingale pour le diffuser partout, de façon indolore ? Cette crise qui aurait dû provoquer l’arrêt cardiaque du système financier mondial, sans une bonne part de chance, et l’intervention déterminée des gouvernements-ces Etats que l’on conspuait sitôt la croissance revenue, mais devant qui l’on tend la sébile en pleurnichant, par gros temps ?

Préparez-vous pour la « saison 2 » des « subprimes » quelque part entre 2016 et 2018 : il y a quinze jours, l’institut américain Equifax, mesurant les crédits à la consommation américain, révélait que 40 % de ces crédits (près de 200 milliards de dollars sur 800) étaient souscrits par des emprunteurs « subprime », c’est-à-dire dont le profil de risque est très en dessous de la moyenne. Aux Etats-Unis, l’argent ruisselle effectivement pour les pauvres.

Mais sous forme d'emprunt.

« Same player, shoot again. » Pour avoir vécu de très près cet effondrement du système financier mondial et pour constater aujourd'hui le retour à grande vitesse des pires pratiques du monde financier, avec la passive complicité des gouvernements, il y a quelque chose de désespérant à voir les mêmes causes produire les mêmes effets.

Après l'euphorie du moment, nous allons donc connaître un nouveau choc systémique mondial. Par rapport à celui de 2008, il aura deux différences majeures : il sera beaucoup plus soudain et plus profond, notamment du fait de l'automatisation massive des flux de marchés ; et cette fois-ci, nous serons à court de munitions monétaires et budgétaires pour l'absorber.

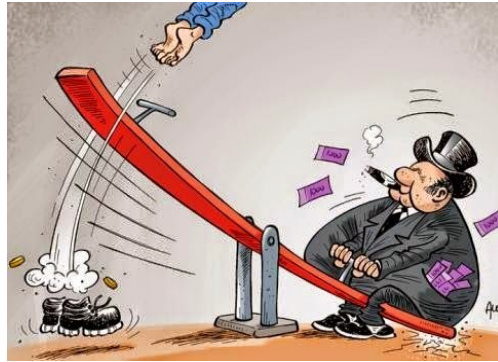
Je me risque à une seule prédiction pour cette après-crise-là. Elle amènera au pouvoir, des deux côtés de l'Atlantique, des personnalités et mouvements politiques très éloignés de ceux qui se sont couchés face à ce que Franklin Delano Roosevelt appelait dans son discours à Madison Square Garden le 31 octobre 1936 « *les vieux ennemis de la paix – le monopole industriel et financier, la spéculation, la banque véreuse... ceux qui... avaient commencé à considérer le gouvernement des Etats-Unis comme un simple appendice à leurs affaires privées* ».

Après cette crise-là, exacerbée par la remontée des tribalismes et nationalismes partout dans le monde, nous aurons donc, pour le pire, Podemos et/ou les Colonels en Espagne, Syriza ou les colonels en Grèce, la Ligue du Nord et/ou les fascistes de CasaPound en Italie. Le Ukip en Grande-Bretagne. Le Front national en France. Ou pour le meilleur, les futurs Franklin Roosevelt, américains ou européens, qui ne sont pas encore identifiés. Mais en attendant, il faut hélas composer avec les héritiers de Herbert Hoover ! Celui qui croyait tant au laisser-faire qu'il a laissé faire la grande dépression de 1929, et ses conséquences pour la paix dans le monde.

Inégalités, bénéfiques, spéculation : alerte à la bulle !

par [Laurent Herblay \(son site\)](#) Agoravox lundi 9 mars 2015

Les bourses qui battent des records, les bénéfiques du CAC 40 au plus haut, des riches toujours plus riches, la spéculation sur le marché de l'art : jour après jour, de plus en plus de symptômes classiques d'une bulle spéculative apparaissent. Combien de temps faudra-t-il pour qu'elle explose ?



Ces voyants qui passent au rouge

L'analyse de la crise de 1929 par John Galbraith est un exercice assez sidérant par l'immense proximité avec la séquence qui nous a mené au krach de 2008. Presque tous les mêmes symptômes s'y retrouvent : de la spéculation aux innovations financières, de l'explosion des inégalités à celle de l'endettement, le tout sur le fond d'un discours sur un nouveau monde, naturellement plus globalisé. Problème : depuis quelques mois, il semble que nombre de voyants qui avaient caractérisé l'avant krach de 1929 et 2008 passent à nouveau au rouge, dans une séquence qui semble rappeler étrangement à la période qui a précédé ces deux krachs majeurs de l'économie mondiale moderne.

En effet, les résultats du CAC40, dopés par la baisse de l'euro, se sont envolés de pas moins de 37% en 2014, à 64 milliards d'euros, illustrant la capacité des actionnaires à toujours obtenir plus, les assureurs consacrant 50% de leurs résultats au paiement de dividendes, et les entreprises consacrant des sommes indécentes aux rachats de leurs propres actions. Du coup, les bourses battent de nouveaux records aux Etats-Unis, et le CAC 40, approche aujourd'hui le cap des 5000 points. Parallèlement, les milliardaires n'ont jamais été aussi riches et nombreux (1827 personnes qui possèdent 7000 milliards), et les inégalités sont au plus haut. Conséquence, le marché de l'art bat tous ses records.

A quand le krach : demain ou après ?

De ces faits, on pourrait tirer la conclusion que le krach devrait vite venir. Mais plus probablement, on peut se dire que ces indicateurs ne sont que les prémices de signes qui vont s'amplifier. Après tout, nous sommes entrés en

déflation en Europe, pas vraiment une situation commune habituelle avant un krach. On peut également penser que, si les marchés financiers se sont repris, nous ne sommes pas encore à un niveau totalement aberrant. En janvier 2009, dans un exercice de fiction, j'avais projeté un nouveau krach fin 2016, alors que le Dow Jones était à 25 000 points et le CAC 40 à 10 000, portés par une croissance devenue inflationniste, après une période de stagnation.

En fait, le calendrier que je projetais il y a plus de 6 ans semble aujourd'hui possible. Portés par une légère reprise en Europe, permise par la baisse du prix des matières premières et de l'euro, les marchés pourraient bien poursuivre leur hausse dans les prochaines années, les profits des entreprises continuer de progresser. Après des années difficiles, même une reprise très limitée et inégale pourrait alors créer un climat plus optimiste, un peu comme avant le krach de 2008. Dans une répétition du début des années 2000, une légère reprise pourrait alors provoquer une augmentation des prix des matières premières, et provoquer une hausse des taux annonciatrice d'un nouveau krach....

Tous ces signes annonciateurs d'une nouvelle bulle et d'un krach à venir ne sont probablement que des preuves de déséquilibres qui ne sont pas encore suffisants pour déclencher le prochain krach. Mais nul doute que tous ces déséquilibres, non traités, en provoqueront un tôt ou tard.

Les Etats-Unis ne savent plus où stocker leur pétrole

(Crédits : MonFinancier.com) latribune.fr | 06/03/2015

Le niveau de remplissage des cuves de pétrole américaines est anormalement élevé.



Le niveau de remplissage atteint par les cuves de pétrole devient inquiétant outre-Atlantique. Les analystes s'alarment d'une chute brutale du prix du baril.

Aux Etats-Unis, on déborde de pétrole. Et ce n'est pas forcément une bonne nouvelle. L'agence américaine AP rapporte ainsi que les cuves américaines qui servent à stocker le pétrole sont pratiquement pleines depuis plusieurs semaines. Le pays n'arrive pas à écouler toute la quantité d'or noir qu'il possède ou qu'il a importée. Conséquence, les prix sur les marchés pourraient brutalement chuter dans les prochains mois.

Durant les sept dernières semaines, les Etats-Unis ont produit et importé en moyenne un million de barils de pétrole de plus par jour qu'ils n'en consomment. Stocké principalement à Cushing dans l'Oklahoma, la quantité d'or noir disponible a atteint un niveau jamais vu depuis 80 ans, souligne le département américain de l'énergie. Sur place, on craint même le "tank tops", cette limite où plus une goutte de pétrole ne pourra être stockée.

Un baril à 20 dollars?

Sur le marché, on craint une baisse brutale des prix du fait de ce calage. Le prix du baril a déjà chuté de 50% entre juin 2014 et le début de l'année 2015, atteignant 50 dollars le baril. Il est même passé brièvement sous cette barre symbolique début janvier. Mais cela pourrait s'accroître. Cité par l'agence AP, Ed Morse, le chef des recherches sur les matières premières à la Citibank, affirme qu'il pourrait tomber sous les 20 dollars. A ce prix, les compagnies pétrolières pourraient décider d'arrêter de pomper pour éviter des pertes trop colossales. Et attendre une remontée.

Le problème est pris d'autant plus au sérieux qu'il est accentué par d'autres phénomènes. D'abord celui de la production de pétrole. Elle continue à augmenter aux Etats-Unis. Les nouveaux investissements sont gelés mais la production ne pourra être réduite que plus tard dans l'année. Par ailleurs, le pétrole extrait aux Etats-Unis est très souvent du light sweet crude. Mais de nombreuses raffineries américaines n'ont pas les capacités de le traiter. Quant à l'export, il est strictement encadré par des lois fédérales. Enfin, c'est l'une des pires périodes de l'année en matière de demande de carburant dans les pompes américaines. Les raffineurs ne sont donc pas encouragés à augmenter leur activité en ce moment... Alors dans les cuves de l'Oklahoma, le niveau monte.

Pétrole: La Libye annonce un Etat de Force Majeure

Larent Horvath 2000watts.org et AFP Dimanche, 08 Mars 2015



La NOC (Compagnie nationale de pétrole libyenne) a déclaré *l'état de force majeure* dans 11 champs de pétrole, après l'augmentation massive des attaques contre les exploitations. L'Etat Islamique est en train d'obtenir des succès dans ce pays riche en pétrole et si la main est mise sur ce trésor de guerre, c'est la richesse garantie.

Les attaques se sont déroulé dans les champs d'Al-Mabrouk et Al-Bahi. Ils ont été arrêtés. L'état de force majeure concernent Al-Mabrouk, Al-Bahi, Al-Dahra, Al-Joufra, Tibesti, Al-Ghani, Al-Samah, Al-Baïda, Al-Waha, Al-Dafa, Al-Naqa.

Al-Mabrouk et Al-Bahi à l'arrêt

Les sites d'Al-Mabrouk et Al-Bahi sont à l'arrêt depuis déjà plusieurs semaines, en raison des violences et du fonctionnement ralenti des terminaux d'exportation. Le personnel des deux sites a été évacué après une première attaque au début de février qui avait fait au moins 11 morts. Celle-ci, qui n'avait pas été revendiquée, avait déjà été attribuée par les gardes à des islamistes radicaux.

L'état de « force majeure », invoqué dans des circonstances exceptionnelles, permet une exonération de la responsabilité de la NOC en cas de non-respect des contrats de livraison de pétrole.

L'Etat Islamique

Depuis des mois, la Libye est secouée par des attaques revendiquées ou attribuées au groupe djihadiste Etat islamique (EI). Le pétrole pourrait offrir une manne financière exceptionnelle pour les extrémistes et il est fort probable que la situation va se compliquer. On ne lâche pas si facilement un os qui est à portée de main.

A l'époque de Mouammar Kadhafi, la production s'élevait à plus de 1,5 million de barils par jour, représentant 95 % des exportations du pays et 75 % de ses revenus. Aujourd'hui, les exportations seraient de 200 à 300'000 barils par jour.

Le dollar va-t-il revenir à la mode ?

09 mar 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Aujourd'hui, nous allons revenir à [notre sujet de la semaine passée](#) — une chose si surprenante et contre-intuitive que personne ou presque ne s'y attend ou s'y prépare.

Nous parlons d'une disparition soudaine des dollars. Pendant une brève période — peut-être trois jours... peut-être trois mois — les Américains se demanderont ce qui est arrivé à leur argent. Le dollar deviendra plus précieux que l'or... peut-être même une question de vie ou de mort.

Nous y reviendrons dans un instant.

D'abord, un lecteur nous a écrit pour avoir des nouvelles de notre Transaction de la Décennie. Nous rappelons aux investisseurs que la transaction en question n'est pas basée sur des idées ou des prévisions particulières. Elle n'est pas fondée sur ce que nous savons, mais sur ce que nous ignorons. Nous regardons simplement ce qui a le plus grimpé ces 10 dernières années et nous le vendons. De l'autre côté de la transaction, nous regardons ce qui a le plus baissé et nous l'achetons.

Au début de cette décennie, la meilleure transaction selon nous était d'acheter des valeurs japonaises, qui n'étaient allées nulle part sinon vers le bas lors des 20 dernières années, et de vendre les obligations japonaises qui n'étaient elles non plus allées nulle part... sinon vers le haut.

La transaction avait également une logique pas si cachée que ça. Le Japon était clairement en train d'emprunter jusqu'à la faillite. A un moment ou à un autre, les gens réaliseraient que la dette gouvernementale japonaise ne valait pas ce qu'ils pensaient. Ils vendraient les obligations. Mais que feraient-ils avec l'argent ? Ils étaient presque obligés d'acheter des actions.

Comment est-ce que nous nous en sortons pour l'instant ?

L'indice Nikkei est passé de 10 654 à 18 703 points. En yen, c'est un gain de 75% depuis le début 2010

L'indice Nikkei est passé de 10 654 à 18 703 points. En yen, c'est un gain de 75% depuis le début 2010.

Les obligations d'Etat japonaises, de leur côté, n'ont pas encore baissé comme prévu — pour l'instant. Elles grimpent toujours. Mais l'indice n'a grimpé que de 139 à 147, soit 6% à peine. Ce qui nous laisse un gain net de 69% environ.

Pas trop mal. Toutefois, si nous comptons les points en dollar, nous devons tenir compte de la chute du yen — ce qui met notre gain à 30% à peu près.

Tout de même, nous sommes satisfait. Nous le serons encore plus lorsque les investisseurs se réveilleront et réaliseront que leurs obligations d'Etat japonaises ne valent rien. Cette transaction reste bien juteuse : restez à l'écoute !

En attendant, revenons à nos méditations de la semaine dernière.

▪ **Les bizarreries financières ne font que commencer...**

Nous rappelons aux lecteurs que nous vivons dans un monde financier tellement bizarre qu'il est difficile de distinguer le haut du bas, l'arrière de l'avant. Les banques centrales et les gouvernements émettent de plus en plus de dette. Pourtant, son prix augmente... de sorte que le rendement sur l'équivalent de 5 000 milliards de dollars de dette est désormais négatif ! En d'autres termes, les prêteurs paient les emprunteurs pour prendre leur argent. Allez comprendre.

De même, l'économie mondiale ralentit. Les profits des entreprises chutent. Pourtant, les prix des actions sont si élevés qu'il faudrait un miracle pour donner aux investisseurs un rendement décent sur les 10 prochaines années.

Notre directeur de recherches, Stephen Jones, nous dit que le taux d'augmentation des marchés actions ralentit. Il n'y a pas beaucoup d'exemples passés, mais ils suggèrent que les gains iront de plus en plus bas, jusqu'à devenir négatifs :

"Le 3 octobre, lors de la rédaction de ma dernière note, les valeurs avaient grimpé de 17,2% par rapport à l'année précédente. A l'heure où j'écris ces lignes, les actions sont en hausse de 12,2% par rapport à la même date en 2014. La prévision est un exercice difficile et il y a peu de précédents à des niveaux de valorisations aussi élevés, mais ce ralentissement semble prêt à se poursuivre, nous positionnant avec un rendement de 0% par rapport à l'année dernière sur l'année qui vient. A nouveau, les précédents sont rares, mais ils ont engendré des déclin boursiers de 50%, en gros".

Les gens iront à la banque chercher du liquide... mais les banques n'en auront pas

Cette chute de 50% se produira-t-elle la semaine prochaine ou dans cinq ans ? Nous n'en savons rien. Mais lorsqu'elle se produira, elle mettra

probablement en mouvement une série d'événements surprenants et inquiétants qui mèneront à un choc monétaire temporaire mais violent. Les gens iront à la banque chercher du liquide... mais les banques n'en auront pas. Les distributeurs seront à sec.

Les gens feront la queue, dans leur quête désespérée de liquide. Non parce qu'ils craignent une faillite de la banque... mais parce qu'ils ont besoin de *cash* pour payer l'ordinaire.

"Attendez une minute", dit en substance notre collègue Simone Wapler, de [La Stratégie de Simone Wapler](#). "Les gouvernements essaient d'empêcher les gens d'utiliser du *cash*. En France, les transactions en liquide de plus de 3 000 euros sont interdites".

Aux Etats-Unis également, le *cash* est suspect. Demandez "trop" de liquide à votre banque, et cette dernière est obligée de le déclarer aux autorités. Si vous êtes arrêté par des policiers et qu'ils trouvent une grosse somme en liquide, ils la confisquent généralement. "Vous êtes probablement en train de vous livrer à des activités illégales", diront-ils.

Alors qu'est-ce qui pourrait remettre le *cash* à la monde... de manière aussi soudaine et écrasante ? Qu'est-ce qui pourrait causer une panique *vers* le dollar ?

A nouveau, restez à l'écoute...

Pétrole : mort du marché et guerre des prix

2ème partie

09 mar 2015 | [Byron King](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ La mort du marché

Comment résoudre [le problème des prix bas du pétrole](#), nous demandions-nous vendredi ? Avec le temps, les acteurs financièrement faibles abandonneront la partie. Ils mettront la clé sous la porte, s'ils ne sont pas mis en faillite ou rachetés. Toutefois, les acteurs faibles ne sont généralement pas de grands producteurs mais plutôt du menu fretin. Par conséquent, leur sortie du marché ne fait pas grande différence sur l'offre.

Pour exemple, 70% du "nouveau" pétrole exploité à Eagle Ford au Texas, provient de 30% des puits. En d'autres termes, nous pourrions voir 70% des

puits s'arrêter — ce qui réduirait la production de 30%. Rien que sur un seul gisement. Et on trouve partout des gisements semblables, du Brésil à l'Alaska en passant par l'Extrême-Orient.

D'une façon ou d'une autre, le processus de sélection devra continuer — au niveau mondial — jusqu'à ce que de plus en plus d'acteurs réduisent leur production et/ou se cassent la figure, que ce soit en Amérique du Nord, dans la Mer du Nord, en Afrique de l'ouest, au Brésil, ou même au Moyen-Orient.

Lorsque "trop" d'acteurs mettent un produit sur le marché — dans le contexte d'une guerre des prix — certaines entités doivent simplement disparaître

C'est ce qu'on appelle la "mort du marché" et cela signifie bien ce que cela veut dire. Lorsque "trop" d'acteurs mettent un produit sur le marché — dans le contexte d'une guerre des prix — certaines entités doivent

simplement disparaître. Elles peuvent être mises en liquidation, changer d'activité, arrêter de produire. Cela se rajoute au fait que, dans un environnement où les liquidités manquent, l'innovation marque le pas et beaucoup de nouvelles idées ne voient pas le jour.

Dans une époque d'offre excédentaire, la mort du marché est le seul moyen de réduire l'offre et de consolider les prix. C'est le seul moyen d'effacer l'offre excédentaire et de permettre aux prix de remonter.

▪ **Première règle de survie**

Comment s'en sortir ? Certainement pas en restant les bras ballants à gémir et à se plaindre que les prix sont trop bas.

Non, les compagnies pétrolières doivent réagir et réduire impitoyablement les coûts. Les équipes de direction doivent faire ce qui est nécessaire pour bien gérer le *cash*, éviter les dépenses, devenir efficient, sauver l'entreprise jusqu'à ce que la reprise ait lieu puis revenir dans le jeu. Ce genre d'efforts agressifs est le signe d'une entreprise où il serait intéressant d'investir, à ce stade.

▪ **Calendrier**

Combien de temps durera encore la situation actuelle ? Difficile à dire... Ces derniers jours, nous avons vu les prix du pétrole rebondir après avoir atteint un plus bas, à en croire le titre du *Houston Chronicle* évoqué [vendredi](#). Ce développement pourrait se traduire en une reprise des prix "en forme de V" ; ou cela pourrait n'être qu'une impression trompeuse, avant une autre chute

des prix. Le V pourrait alors être en fait un W. Personne ne le sait. Qui vivra verra.

Il ne faut pas oublier que de nombreux pays à travers la planète ont besoin de prix du pétrole relativement stables pour maintenir leur budget national — c'est-à-dire la paix sociale.

Par exemple, pour le Venezuela, un pétrole à environ 130 \$ le baril est absolument nécessaire pour équilibrer les comptes du pays. Déjà aujourd'hui, des émeutes bouleversent le pays, dues au manque de produits de base. De l'autre côté de l'Atlantique, le Nigeria a besoin d'un pétrole d'au moins 120 \$ pour maintenir un minimum d'Etat ; c'est même l'unité nationale qui est en jeu.

Nous pourrions assister à l'effondrement de gouvernements et d'industries entières — en particulier l'industrie pétrolière — du jour au lendemain

Je pourrais citer d'autres pays dont la situation financière est désastreuse. La décomposition de la société peut arriver très vite. Nous pourrions assister à l'effondrement de gouvernements et

d'industries entières — en particulier l'industrie pétrolière — du jour au lendemain.

C'est ce qui rend si difficile de prévoir à long terme. Certes, le marasme que connaissent les prix du pétrole pourrait durer encore des mois, voire des années, jusqu'à ce que survienne la mort du marché. Alors, un beau matin on pourrait apprendre qu'un pays entier s'est effondré, quasiment du jour au lendemain.

Pour l'instant, mon conseil d'investissement est de construire une liste des meilleurs prospects pétroliers et de services pétroliers (des entreprises qui ont pignon sur rue comme Schlumberger, Baker Hughes ou Oceaneering International) et se tenir prêt à acheter dans les jours de baisse, les creux de marché, etc.

Ne "forcez pas trop la dose" en achetant massivement des actions. Contentez-vous de "grignoter" un peu et accumulez une position. Gardez des liquidités sous la main. Si nous assistons à un autre creux du prix du pétrole, vous serez ainsi capable d'acheter plus, à un prix encore plus intéressant.

Le banquier Jacob Rothschild met en garde contre la " situation géopolitique la plus dangereuse depuis la seconde guerre mondiale"

Publié par wikistrike.com le 7 Mars 2015

Jacob Rothschild a mis en garde les investisseurs que le monde s'est embourbé dans la situation géopolitique la plus dangereuse depuis la Seconde Guerre mondiale.

Le président âgé de 78 ans de RIT Capital Partners, une trust de 2,3 milliards £, a utilisé le rapport annuel de l'organisation afin de mettre en garde les épargnants que l'entreprise se concentrera la préservation du capital des actionnaires et non des gains à court terme.

Rothschild a déclaré « qu'une situation géopolitique peut-être aussi dangereuse que tout ce que nous avons dû faire face depuis la Seconde Guerre mondiale » a créé un « contexte économique difficile » dont les investisseurs devraient se méfier.

Rothschild, dont Warren Buffett et Henry Kissinger sont des associés d'affaire, a blâmé « le chaos et l'extrémisme au Moyen-Orient, l'agression expansionniste russe, et une Europe affaiblie et menacée par un chômage épouvantable, dans une large mesure causé par un manque de réforme des structures dans de nombreux pays qui font partie de l'Union européenne ».

« RIT est populaire parmi les investisseurs privés grâce à son excellente réputation et son approche prudente de la conservation du capital, » note Richard Dyson pour [le Telegraph](#). Rothschild et sa fille Hannah détiennent conjointement des parts de marché d'une valeur approximative de 160 millions de livres sterling.

L'avertissement de Rothschild fait suite à des rapports du Forum Économique de Davos de Janvier au cours duquel il a été révélé que les riches s'offrent des cachettes secrètes dans des recoins éloignés afin d'échapper à des bouleversements sociaux et des émeutes potentielles. (...)

« Plein de personnes riches et puissantes ont peur en ce moment même, ils nous voient sur une trajectoire instable, » (...) « Tant que le

système n'a pas de ressources propres, et qu'il ne représente pas les peuples, les choses seront de plus en plus dangereuses comme à Ferguson, dans le Missouri. »

<http://www.nouvelordremondial.cc/2015/03/07/jacob-rothschild-met-en-garde-les-investisseurs-de-la-situation-geopolitique-la-plus-dangereuse-depuis-wwii/>

Source originale (anglais): [Infowars](#)

+1,5°C ? +2°C ? +3°C ?... Compte à rebours pour sortir des énergies fossiles

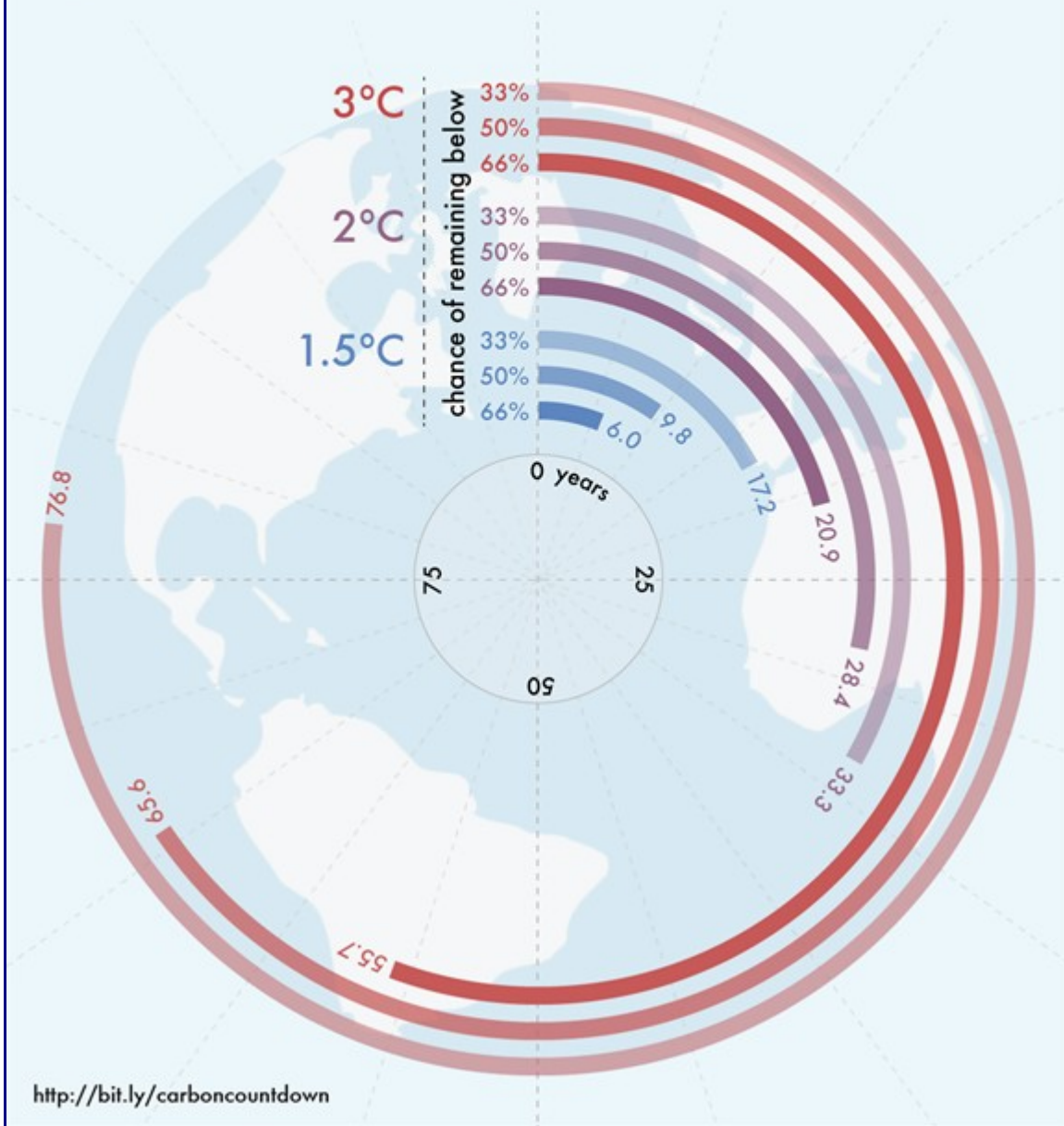
Dr Pétrole et Mr Carbone Publié le 12 décembre 2014

[NYOUZ2DÉS : Notre mode de vie basé sur la consommation est un suicide collectif.]

Les données du GIEC le prouvent: au-delà de l'objectif de +2°C, si l'humanité ne décide pas de laisser sous terre une bonne partie de ses actuelles réserves de pétrole, charbon et gaz, alors ce sont bien les pires options de + 4 à + 5°C à échéance 2100, avec poursuite du réchauffement -ou du chaos- pendant le siècle suivant, qui l'attendent.

Carbon Countdown

How many years of current emissions would use up the IPCC's carbon budgets for different levels of warming?



Années d'émissions restantes (sur la base des émissions actuelles) pour les différents budgets carbone attribués par le GIEC à des niveaux de réchauffement de +1,5°C, +2°C et +3°C. ©Carbonbrief

Certaines interventions de la Conférence des Nations-Unies sur le climat de Lima (COP20) ont mis une question "brûlante" sur la table: au lieu de viser un objectif de +2°C, ne serait-il en fait pas plus prudent de viser +1,5°C ? En

effet, dans son dernier rapport ([volume 2](#)), le Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pointe, avec ne serait-ce "que" +1°C par rapport à la moyenne 1986-2005 -c'est-à-dire +1,6°C depuis la période préindustrielle- les risques suivants :

- Conséquences sévères pour la survie de certains « systèmes uniques et menacés » (écosystèmes, cultures...).
- Risques élevés de vagues de chaleur, de précipitations extrêmes et d'inondations des zones côtières.
- Impacts croissants sur la biodiversité de la Terre et pour l'ensemble de l'économie mondiale.
- Risques croissants de changements soudains et irréversibles pour certains écosystèmes et systèmes physiques terrestres. Selon le GIEC, ce risque augmente même de manière « disproportionnée » entre 1 et 2°C de plus par rapport à la moyenne 1986-2005.

1 chance sur 2 de rester en dessous de +1,5°C avec un budget de CO2 brûlable est fixé à 550 milliards de tonnes

Malheureusement, outre le fait qu'on a déjà pris quelques dixièmes de degrés par rapport à la moyenne 1986-2005, l'option +1,5°C reste, sauf sursaut de conscience généralisée, bien mal engagée. En effet, dans la [synthèse globale de son rapport](#) (page 68), le GIEC livre une table qui évalue les chances que l'on a d'atteindre un réchauffement inférieur à 1,5°C ou inférieur à 2°C ou inférieur à 3°C, selon le budget carbone que l'on s'attribue. C'est cette table qui indique que l'on ne doit pas émettre plus de 1000 milliards de tonnes de CO2 si l'on veut rester en dessous d'un réchauffement de +2°C, sachant qu'on en a déjà émis un peu moins de 2 000 milliards depuis 1870, à peu près les débuts du pétrole.

Le GIEC est même plus précis que cela. Il indique que l'on a 66% de chances de rester en dessous des +2°C si on émet moins de 1000 milliards de tonnes de CO2 après 2011. Les chances passent à 50% si l'on émet 1300 milliards de tonnes et à 33% si l'on émet 1500 milliards de tonnes.

De la même manière, il indique qu'on a 33% de chances de rester dans la limite de +1,5°C de réchauffement si on émet 850 milliards de tonnes de CO2 après 2011. Les chances montent à 50% pour 550 milliards de tonnes émises et à 66% pour 400 milliards de tonnes émises. Quant à la barre des +3°C,

nous avons 66% de ne pas l'atteindre avec 2400 milliards de tonnes émises après 2011, 50 % avec 2800 milliards et 33% avec 3240 milliards de tonnes.

Même dans l'hypothèse non souhaitable d'une trajectoire vers +3°C, l'humanité est obligée de laisser des énergies fossiles sous terre pour éviter encore pire

Si maintenant on enlève ce que l'on a consommé depuis 2011 dans ces différents budgets carbone, on obtient ce que l'on peut encore émettre à partir de cette année 2014. Et si l'on divise par nos émissions annuelles actuelles, en tenant également compte du changement d'usage des terres, alors on arrive au nombre d'années qu'il reste avant de devoir définitivement sortir des énergies fossiles pour respecter le niveau visé de réchauffement, le but étant évidemment de réduire les émissions afin d'allonger le temps qu'il nous reste. [C'est ce calcul qu'ont fait en Angleterre les experts](#) de l'organisme [Carbon Brief](#).

Ainsi, il ne nous reste plus, à notre vitesse actuelle d'émissions, que 6 ans de budget carbone si nous voulons avoir 2 chances sur 3 de rester en dessous de +1,5°C de réchauffement. Il nous reste à peine 10 ans de budget pour avoir 1 chance sur 2, et environ 17 ans pour avoir 1 chance sur 3.

Pour avoir 2 chances sur 3 de rester sous les + 2°C, il nous reste à peine 21 ans de budget carbone. La chance tombe à 1 sur 2 avec 28 ans de budget carbone et à 1 sur trois avec 33 ans. Les délais sont bien sûr un peu plus longs pour rester sous la barre des +3°C: 2 chance 3 avec 56 années de budget carbone 2014, 1 chance sur 2 avec 66 années et une chance sur trois avec 77 années.

Enfin, il est intéressant de noter que même dans l'hypothèse non souhaitable d'une trajectoire vers +3°C, l'humanité sera obligée de laisser des énergies fossiles sous terre pour éviter une situation encore pire. Carbon Brief estime en effet que pour avoir 2 chances sur 3 de ne pas dépasser les +3°C il faudra laisser dans le sous-sol environ 58% des réserves actuelles. Le stock à ne pas brûler passe à 84% pour avoir 2 chances sur 3 de rester en dessous d'un réchauffement de +2°C et à 95% pour avoir les mêmes chances de rester sous les +1,5°C.

Nos réserves actuelles d'énergies fossiles peuvent provoquer, en moins de deux siècles, un réchauffement au moins aussi puissant que celui qui

nous sépare de la dernière glaciation

Dit autrement, si l'humanité ne décide pas de sortir des énergies fossiles alors c'est bien l'option + 4°C + 5°C à échéance 2100 et avec poursuite du réchauffement (ou du chaos) pendant le siècle suivant qui l'attend.

Confirmation: le pire des scénarios du GIEC est corrélé avec une plage d'émissions de CO2 de l'ordre de plus de 5000 milliards de tonnes entre 2012 et 2100. Or, l'estimation moyenne des réserves disponibles en combustibles fossiles était en 2011 du même ordre, allant jusqu'à 7100 milliards de tonnes en estimation haute, selon le GIEC. Les ressources estimées d'énergies fossiles représentaient pour leur part la même années des émissions de plus de 30 milliards de tonnes de CO2.

Ce qui donne donc en moins de deux siècles, juste avec nos réserves actuelles, un réchauffement potentiel au moins aussi puissant que celui qui nous sépare de la dernière glaciation, il y a environ de 10 000 ans où l'on trouvait des centaines de mètres de glaces sur le Canada, le sud de l'Amérique latine, les Iles britanniques, l'Europe du Nord, le Nord russe, avec un niveau de la mer inférieur de plus de cent mètres au nôtre. Est-ce donc un monde aussi différent du nôtre que dirigeants du monde et négociateurs "climat" des conférences des Nations-Unies veulent léguer à leurs enfants ?

Sivens-NDDL-EPR, même combat...

Patrick Reymond 8 mars 2015

Qu'y a t'il de commun entre les 3 ? L'absurdité politique, basée sur du copinage, des études bidons et tronquées, le désir de dépenser pour dépenser, en un mot, la corruption, celle de comportement étant nettement plus grave que d'accepter directement des pots de vins, car comme disait Napoléon, il y a une limite à la malhonnêteté, mais pas à la bêtise, rejoignant en cela Einstein, qui lui, ne connaissait que deux choses illimitées, l'univers et la bêtise humaine, encore que pour l'univers, c'était simplement une supposition...

Mais il est aussi, totalement absurde, comme le dit cet article, d'investir dans le transport urbain francilien.

Cela aboutirait au même genre de gaspillage, simplement, il est difficile de trouver des projets d'infrastructures rentables en France, parce qu'on a atteint

la voie qui descend, et que la seule chose rentable, mais à terme, c'est l'énergie. Et son économie.

Bétonner n'intéresse souvent que le bétonneur, normal, c'est son métier. Ce fut utile. Aujourd'hui ? Une fois le plus gros des besoins résolu, on entre dans les rendements décroissants, Sivens, comme l'EPR et comme NDDL et surtout comme les dépenses d'infrastructure de la région parisienne, se heurteront à la baisse tendancielle du taux de profit. Enfin, c'est surtout qu'aucun d'eux n'atteindra jamais la rentabilité.

C'est pour cela qu'on peut fusionner tout ce qu'on veut, communes, départements, régions, si on ne change pas les mentalités des décideurs, cela ne fera que faire flamber les dépenses, ils ont cela dans le sang. Mais ils ne sont pas les seuls coupables. Dans la moindre commune rurale, le prend l'air qui s'y installe définitivement demande où sont la crèche, le bidule et le truc.

Quand le maire répond qu'il n'y a pas de problème pour la garde d'enfants, ça crée un malaise. On leur donne même, à la mairie, les coordonnées de la ou des nounous.

Toutes ces demandes, budgétivores, sont celles des bien intégrés économiquement. Les autres, voient le coût.

Et le béni-oui-ouisme des élus alimentent leur discrédit. ils ne comprennent pas qu'ils ne sont pas là que pour voter des budgets, mais pour s'interroger sur leur pertinence, leur bon fonctionnement, les services rendus effectivement à la population, et non pour tourner, tel des hamster, dans leur roue.

Mais, quand la mairie se contente de données des renseignements, au lieu de dépenser des gros budgets, ce qui rend souvent exactement les mêmes services, et souvent mieux, sans coûter un rond, ça ne fait pas sérieux, "politique", ça ne fait pas un bilan.

Pour NDDL, à la limite, on se fout du trou que cela occasionnera, et il sera grand. NDDL sera là pour mettre sur la brochure de l'ex, nouveau candidat, pour montrer ce qu'il a fait. Après, ce sera la faute à pas de chance, et les erreurs des prévisionnistes, sachant que les dits prévisionnistes auront prévu plusieurs scénarios, et qu'ils n'auront retenu que celui qui leur faisait plaisir.

En général, celui qui leur fait plaisir, comme à Sivens, est toujours le plus onéreux. Vous comprenez, si vous dépensez 3, alors que vous auriez pu

dépenser 10, ça ne fait pas sérieux. Et en plus, si vous affectiez le surplus à diminuer la dette, ça ferait franchement débutant...

SYRIZA NE DOIT PAS POUVOIR TENIR SES PROMESSES

6 mars 2015 *par François Leclerc*

Les deux portes que le gouvernement grec, aux abois, espérait pouvoir ouvrir afin de se financer sont restées fermées. Jeudi, la BCE s'est refusée à dé plafonner le montant des bons du Trésor à court terme qu'il peut émettre, et vendredi le document décrivant en six points les mesures qui vont être prises dans l'immédiat a été retoqué au prétexte de son imprécision. Celui-ci avait vocation, sur proposition de Jeroen Dijsselbloem, à déclencher sans attendre le versement d'une partie des fonds attendus pour la fin avril au titre du deuxième *plan de sauvetage*.

De quoi s'agit-il ? Un projet de loi sur la crise humanitaire est déjà en examen au parlement, et d'autres mesures vont suivre. Elles concernent pour l'essentiel les arriérés de dettes à l'Etat et à la sécurité sociale, ainsi que la mise en place d'un Conseil fiscal indépendant et d'un nouveau corps de contrôleurs fiscaux. Toutes mesures destinées à favoriser les rentrées budgétaires. D'autres engagements de campagne sont remis à plus tard, faute de moyens financiers ou pour ne pas grever le budget, comme le relèvement du plafond de non-opposition ou une refonte de l'impôt sur la propriété immobilière. La question des privatisations reste en débat et l'augmentation progressive du salaire minimum est reportée.

Dans ce contexte à nouveau très tendu, Alexis Tsipras craint de « revenir au thriller d'avant le 20 février », selon la formule employée dans un entretien à Der Spiegel. Afin de tenter de dénouer cette nouvelle crise, il est reparti pour une nouvelle offensive diplomatique auprès de l'OCDE et de Jean-Claude Juncker la semaine prochaine, tandis que Yanis Varoufakis multiplie les contacts téléphoniques avec ses homologues en vue de la réunion de l'Eurogroupe de lundi. Le silence des gouvernements italien et français est pour sa part assourdissant. Comme l'équipe de Syriza l'avait dès le départ annoncé, les pressions ne vont pas cesser, que ce soit dans l'immédiat, à l'occasion du rendez-vous annoncé de fin avril, ou quand démarrera la négociation sur un 3ème plan d'aide financière sans lequel la Grèce fera

défaut.

L'ouverture de celle-ci est pour l'instant repoussée, mais Luis de Guindos, le ministre espagnol qui mène campagne pour succéder à Jeroen Dijsselbloem, a déjà avancé des montants – 30 à 50 milliards d'euros – alors que ce dernier nie toute discussion à ce propos. Mais le chiffrage dépendra du traitement qui sera réservé à la dette grecque, et la discussion promet d'être à nouveau très difficile. Klaus Regling, le directeur général du Mécanisme européen de stabilité financière (MESF), s'est aussi emparé du sujet sans attendre, à l'occasion d'un entretien à Handelsblatt. Réaffirmant sans surprise l'opposition des dirigeants européens à tout effacement de dette, il en a donné les raisons : « d'abord une décote nominale n'est pas nécessaire, et deuxièmement elle n'est pas faisable politiquement ». On lui laissera la responsabilité de sa première assertion et l'on retiendra la seconde, nettement plus crédible.

Il a été décidé de laisser le gouvernement grec juste le nez hors de l'eau, et son asphyxie financière en est le moyen. Comme l'a clairement expliqué Jean-Claude Juncker dans une interview à El País, une démonstration doit être faite : « Tsipras a franchi une étape décisive. Il a commencé à assumer ses responsabilités, mais il est confronté à un problème: il doit encore expliquer que certaines des promesses qui lui ont permis de remporter les élections, ne seront pas tenues. »

Elargissant son propos à Podemos, dont il est craint qu'il suive l'exemple donné par Syriza, il a poursuivi : « Ce nouveau type de parti analyse souvent la situation de manière réaliste. Ceux-ci identifient avec acuité les immenses défis sociaux auxquels nous sommes confrontés. Mais, une fois élus, ils se révèlent incapables de tenir leurs promesses, de transformer leur programme en réalité. Les propositions de certains de ces partis, ne sont pas compatibles avec les règles européennes, elles nous mèneraient à une situation de blocage total. » A moins de changer les « règles européennes », bien entendu...

Le gouvernement grec n'est pas décidé à se renier. Dans la même interview à Der Spiegel, Alexis Tsipras insiste sur le fait que la BCE a le pouvoir « d'étrangler la Grèce », ce dont Mario Draghi s'est défendu lors de sa conférence de presse de jeudi dernier en prétendant que « la dernière chose que l'on puisse dire, c'est que la BCE ne soutient pas la Grèce », montrant que le point est sensible. Mais les faits sont là. **Faute de financement, la**

Grèce fera défaut d'ici à la fin du mois, chiche ?

Exubérance monétaire: c'est reparti comme en ...1971 ?

Posté le 8 mars 2015 par *Bruno Colmant*

Dans une récente opinion publiée dans Les Echos sous la signature d'Edouard Tétreau (<http://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/0204196645604-subprimes-saison-2-1098389.php#xtor=CS1-1>), cet économiste prédit une crise systémique sans précédent, accompagnée de chocs politiques, voire révolutionnaires, significatifs.

C'est vrai que nous traversons des temps monétaires exceptionnels : les banques centrales, redevenues le pivot du système financier, injectent des quantités de monnaie astronomique dans l'économie.

Cet afflux monétaire est temporairement coagulé dans le système bancaire, à tout le moins en Europe.

Quel devrait être son aboutissement ?

Cette impression de monnaie devrait conduire à déprécier la monnaie elle-même, devenue moins rare, au travers d'une inflation importante.

Malheureusement, cette inflation est contrariée par une tendance déflationniste qui est, elle-même, combattue par des taux d'intérêt négatifs, ce qui revient à imposer de l'inflation.

Mais, une fois cette tendance déflationniste surmontée, quel pourrait être le choc systémique auquel nous assisterions ?

Si l'histoire est une grille de lecture satisfaisante, alors les années septante devraient être instructive. En 1971, au terme des accords de cours de change fixe mis en œuvre par le régime de Bretton Woods, les différents pays développés firent face à des injections monétaires exceptionnelles, les différentes devises n'étant plus garanties par un stock d'or. Il s'en suivit une vague d'inflation sans précédent et des dévaluations en cascade, que différents mécanismes, tel le Serpent Monétaire, arrivèrent à peine à juguler.

Assisterons-nous à la prémisse d'une situation analogue ?

Ce n'est pas exclu.

Milton Friedman postulait que l'inflation était un phénomène exclusivement

monétaire, à savoir que le niveau des prix reflète (avec retard) les variations de la quantité de monnaie, comme si l'inflation était une "redénomination" de l'expression de valeur. Si cette inflation revenait, elle constituerait un choc systémique mais contribuerait surtout à diluer le niveau d'endettement public et privé insupportable.

Et si le projet européen s'effritait ?

Posté le 8 mars 2015 par Bruno Colmant

Lors d'une intervention récente, Philippe Maystadt qualifiait les instances européennes, au sein desquels il a pourtant officié, d'"Olympe technocratique".

La question est, en effet, de savoir quel projet l'Europe porte encore, quelques mois après qu'un quart des citoyens européens ai exprimé une défiance par rapport à cette instance supranationale.

Bien sûr, plus que jamais, les motifs qui ont présidé à la formation de l'Europe, c'est-à-dire le renforcement de la démocratie et la solidarité entre les peuples, restent des repères moraux imprescriptibles et inaliénables.

Pourtant, on sent un refoulement grandissant de la légitimité des instances européennes qui semblent relever de l'artifice technique plutôt que du prolongement d'aspirations communes.

Le fonctionnement de l'Europe est resté national, sous une perspective confédérale, tandis que cette même Europe voit des velléités d'autonomie régionales (Catalogne, Flandre, etc.) ou potentiellement nationale (FN en France) s'exprimer ouvertement.

Est-ce dû à l'impossibilité sociologique d'aligner des peuples qui furent plutôt en guerre qu'en paix, à l'éloignement du sursaut de conscience dérivé de deux guerres mondiales, à l'absence de valeurs morales supérieures, aux relents d'individualismes qui prolonge chaque crise économique ou, plus simplement, au fait que le projet européen a atteint une dernière limite ?

La crise de 2008-2011 avait fourni l'occasion unique de renforcer l'Europe, en termes budgétaires, fiscaux et financiers, mais il n'en fut rien.

Au contraire : la crise a polarisé l'antagonisme entre des ordres économiques dominés par le Nord et des expressions démocratiques divergentes, telle celle

de la Grèce.

La monnaie commune, elle-même limitée à quelques pays de l'Europe, est aujourd'hui engagée dans des tourbillons qui reflètent le manque de vision et d'intuition des dirigeants de la BCE.

Il faudrait plus d'Europe, mais plus de meilleure Europe, c'est-à-dire une Europe qui exprime des valeurs, parle d'une voix apaisante et visionnaire, dans le respect des peuples, plutôt qu'une Europe dissociée des réalités de la crise, telle que la Commission Barroso l'a tristement illustré.

Jean-Claude Juncker a sans doute raison de dire qu'il préside la Commission de la dernière chance.

Suicide : l'Union européenne redouble de zèle

par [Le Yéti](#) - [Le monde d'après](#) 9 mars 2015



Mario Draghi, président de la BCE et ex de Goldman Sachs (photo : AFP)

On le sentait venir, certains le pronostiquaient plus rapide, mais désormais une certitude s'impose : le suicide de l'Union européenne touche à son dénouement.

Aux mains d'une bande de ganaches demeurées, sous influence de lobbies irresponsables et suivies par des gouvernants nationaux complètement dépassés, l'Union européenne se retrouve désormais dans une situation impossible sur de multiples fronts où elle met un malin plaisir à se tirer des rafales de balles dans le pied.

1. Le front ukrainien

Toute fière d'avoir cru participer à une extension sans risques d'**un Otan en plein syndrome Dr Folamour** (Ah, ce « [grand nombre](#) » 🗳️ de soldats russes tués en Ukraine... dont personne n'a évidemment vu l'ombre d'un cadavre), l'UE subit le douloureux contrecoup économique des sanctions prises contre la Russie, renforcé par les représailles de cette dernière sur les produits agricoles européens ou sur les livraisons de gaz.

Bilan de l'épopée : le camp occidental a perdu définitivement la Crimée, voit le Donbass lui échapper, et se retrouve avec une Ukraine en pleine débâcle financière, et un gouvernement Porochenko sonné par ses défaites militaires sur le terrain.

“Une bonne guerre” pour arranger ça ? Vous ne croyez pas si bien dire. Comme si ça ne suffisait pas à nos fous furieux, voilà que Jean-Claude Juncker, approuvé par Angela Merkel, vient de suggérer **[la création d'une armée européenne](#)** 🗳️ « pour défendre les valeurs de l'UE contre la Russie ».



Et tant pis si la vieille Europe sera la première, bien avant l'Oncle Sam, à subir dans sa chair les répercussions meurtrières d'une inévitable réaction russe à ce déluge de bêtise suffocante.

2. le front grec

Non contente d'avoir, par ses excès, fini par y faire élire le premier pouvoir non institutionnel de son périmètre, l'Eurogroupe va finalement réussir ce que le gouvernement Tsipras hésitait à entreprendre : **mettre la Grèce en défaut de paiement et la forcer à sortir de la zone euro**, avec toutes les conséquences qui s'ensuivront pour les autres pays et surtout pour un système financier européen déjà bien ébranlé.

Il est clair que la Grèce ne pourra pas honorer ses engagements prochains en matière d'échéances. Le nouveau gouvernement Tsipras, quitte à violer un peu ses principes pré-électorales, vient de peiner à rembourser une toute petite tranche de 300 millions d'euros... sur un total de 6 milliards à trouver avant fin mars !

Mais il est tout aussi clair que l'Eurogroupe n'a plus non plus les moyens de

venir en aide à la Grèce, ni à qui que ce soit. Les rodomontades germano-européennes de ces derniers temps à l'adresse d'Alexis Tsipras tiennent plus d'un aveu irrationnel et désespéré d'impuissance que d'un acte d'autoritarisme arrogant réfléchi.

Yanis Varoufakis, sans doute conscient de l'impasse dans lequel tout le monde se trouvait, vient d'envoyer à la Troïka l'ultimatum fatal que cette dernière craint le plus, celui de la démocratie : sans aide de la BCE, nous organiserons **un référendum sur l'Europe** et peut-être même, qui sait, de nouvelles élections.

3. Le front financier

Il n'y a pas que sur le front grec que se poursuit la débandade financière de l'UE. Dans la très sage Autriche, c'est un nouveau coup de Trafalgar à la chypriote qui est en train de se jouer avec **la banqueroute retentissante de la banque Hypo Adria** qui pousse les autorités du pays aux abois à vouloir ponctionner... les créanciers !

À partir du lundi 9 mars, la BCE va de son côté procéder à **un QE (Quantitative Easing) dont dont tout le monde s'accorde d'avance à prédire l'inéluctable échec**. Comme les précédents menés par la Fed américaine ou la BoJ japonaise. Là encore, nous nageons en plein délire extravagant : un QE consiste en une injection artificielle de liquidités pour essayer de relancer une machine à bout de souffle. Essayez donc de rajouter du gazole dans une guimbarde victime d'un coulage de bielles.

4. « Hordes d'affamés » et terrorisme intérieur

D'autres fronts, tout aussi ravageurs, contribuent à miner les fondations du vieux camp retranché européen :

- **Les « hordes affamées »**, [annoncées en son temps](#) par l'écologiste René Dumont, ne déferlent pas sur les ponts du Potomac à Washington DC, mais sur nos propres côtes, principalement italiennes ou espagnoles. Où rien, mais absolument rien, ne parviendra plus à en endiguer le flot, tant nous avons dévasté leurs territoires. On n'affame pas impunément toute une partie de la planète sans en subir les cuisants retours de flamme.
- Pire encore, comme on a pu le constater encore récemment avec les

affaires Charlie et les attentats de Copenhague, nos sociétés européennes sont désormais gangrenées par **un pourrissement de l'intérieur**, un terrorisme né sur nos ghettos périphériques et alimenté de l'extérieur par un État islamique qui n'en demandait sans doute pas tant.

Les conséquences de la déroute collective européenne en cours seront terribles et ne souffrent hélas plus contestations. Comme nous l'avons maintes et maintes fois déploré sur ce blog, c'est malheureusement sur les ruines fumantes de notre vieux système que devra être échafaudé le "monde d'après".

[Les deux énigmes de la reprise américaine](#)

[Jean-Marc Vittori](#) / [Editorialiste](#) | [Le 09/03 LesEchos.fr](#)

Ici, on embauche ! Les Etats-Unis ont créé plus de 400.000 emplois depuis un an. Un entrain jamais vu outre-Atlantique depuis la frénésie de la bulle Internet, il y a quinze ans. Le taux de chômage est descendu à 5,5 %, la moitié du niveau européen. L'océan se creuse entre les deux côtés de l'Atlantique. Concrétisé à la fin de la semaine dernière par des chiffres d'emploi meilleurs que prévu en Amérique, il encourage les investisseurs à vendre leurs euros pour acheter des dollars. La parité est en vue, alors qu'un euro s'échangeait encore contre près de 1,40 dollar en mai dernier. Le tonus de l'emploi pourrait en effet inciter la banque centrale des Etats-Unis à enlever la « patience » de son vocabulaire dès la semaine prochaine. La Réserve fédérale indiquerait ainsi son intention de relever dès l'été prochain ses taux d'intérêt, au plus bas depuis six ans. Les fonds investis à court terme à New York rapporteront alors davantage que ceux placés à Paris, Francfort ou Madrid.

Cet engouement des épargnants pour l'Amérique paraît donc logique. Mais avant de se ruer sur Wall Street, il faut se poser deux questions. D'abord, l'avenir promet-il vraiment d'être meilleur en Amérique qu'en Europe ? Aux Etats-Unis, la croissance est repartie depuis maintenant près de six ans, ce qui constitue déjà un cycle de reprise très long. Beaucoup de chiffres publiés là-bas ces dernières semaines ont été décevants – contrairement à l'emploi, qui est un indicateur en retard sur l'activité. En Europe, au contraire, les « indices de surprise » vont clairement dans un sens encourageant. La zone euro n'est certes pas à l'abri d'un nouvel accident, venant de Grèce ou d'ailleurs. Mais

elle profite pleinement des mouvements récents – réévaluation du dollar, dépréciation du pétrole.

Ensuite, l'inflation menace-t-elle vraiment l'Amérique ? Sur une pente de progression de 2 % l'an, le salaire horaire n'indique pour l'instant aucun signe d'accélération. Les experts de la Fed ont récemment expliqué que le retour d'un taux de chômage entre 5,2 % et 5,5 % déclencherait des tensions sur les prix. Mais le président de la Fed de Chicago, Charles Evans, estime que ce seuil fatidique est plutôt à 5 %. Des économistes soutiennent que, cette fois-ci, c'est différent : la mécanique des prix n'étant plus ce qu'elle était, le seuil est devenu bien plus bas. D'autres pensent que rien n'a changé. Derrière ce débat technique, il y a un vrai risque : celui d'une hausse des taux d'intérêt trop précoce qui ferait replonger l'économie américaine, pour cause de finance pas encore guérie et de secteur du bâtiment ultrasensible au loyer de l'argent. Pas facile de tourner définitivement la page d'une crise séculaire.

Obama: le pétrole canadien est «extraordinairement sale»

Journal « La Presse » Publié le 06 mars 2015

[S'il devait être « propre » l'énergie nette provenant de cette source deviendrait négative : il faudrait plus d'énergie pour produire ce pétrole qu'il n'en contiendrait au final (plus de 1 baril de pétrole pour produire 1 baril de pétrole).]



M. Obama a fait ces commentaires lors d'une rencontre avec des citoyens américains, et il semble de plus en plus critique à l'égard du projet d'oléoduc Keystone XL.

**La Presse Canadienne
WASHINGTON**

Le président américain Barack Obama n'est pas tendre envers le pétrole canadien. Il a déclaré vendredi que la manière dont le pétrole est extrait au Canada est exceptionnellement sale, ce qui explique pourquoi les écologistes sont si nombreux à s'y opposer.

«Évidemment, il y a toujours des risques à extraire beaucoup de pétrole des fermes du Nebraska et d'autres régions du pays», a-t-il affirmé lors d'une rencontre avec des citoyens américains en Caroline du Sud.

Le président américain semble de plus en plus critique à l'égard de l'oléoduc Keystone XL. Il répète depuis plusieurs mois que les bénéfices du projet seraient beaucoup plus grands pour le Canada et moins pour les États-Unis.

Ses déclarations au collègue Benedict se distinguent toutefois de ses précédentes puisqu'il a visé ici l'industrie toute entière.

Le président a déclaré que sa décision d'opposer son veto à un projet de loi sur l'oléoduc n'est pas le dernier mot dans ce dossier et qu'il n'a pas encore pris de décision finale. Il répondait alors à la question d'un étudiant qui l'avait chaleureusement remercié de s'être engagé à contrecarrer le projet de construction.

M. Obama a toutefois ajouté qu'il ne donnerait pas le feu vert à un oléoduc qui profite à une compagnie étrangère, à moins qu'on ne puisse démontrer qu'il est sécuritaire et qu'il ne contribue pas aux changements climatiques.

Il a ensuite évoqué ce qu'il a appelé la menace catastrophique des changements climatiques, qui engendrent des feux de forêt, une hausse du niveau des océans, la perte de récoltes, des sécheresses, la famine, la guerre et la propagation de maladies transmises par des insectes.

«Cela va vous toucher plus que les vieux comme moi. Ces dérangements économiques, sociaux et sécuritaires pourraient rendre vos vies et celles de vos enfants beaucoup plus difficiles (...) Ce que j'ai décrit, ce n'est pas de la science-fiction, pas de la spéculation. C'est ce que la science nous dit», a-t-il dit aux jeunes.

Le gouvernement canadien martèle de son côté que l'oléoduc pourrait contribuer à émettre moins de gaz à effet de serre que le transport ferroviaire.

«Cela reflète ce que certains groupes d'intérêt lui disent. Nous l'encourageons à regarder les faits dans ce dossier et à travailler avec nous - Albertains et

Canadiens - pour devenir des chefs de file en protection de l'environnement», a plaidé Rob Merrifield, l'envoyé spécial de l'Alberta aux États-Unis.

Il regrette que l'Alberta ait une si mauvaise réputation en environnement malgré tous ses efforts pour diminuer les émissions par baril. Il a rappelé que la province a été le premier État en Amérique du Nord à imposer un prix sur le carbone afin de mettre l'argent dans un fonds pour les technologies vertes.

L'année dernière, le département d'État des États-Unis évaluait que le pétrole canadien produisait 17 pour cent plus d'émissions de gaz à effet de serre que le baril moyen aux États-Unis en 2005.

M. Merrifield reconnaît qu'il reste encore beaucoup de travail à faire. «Nous n'y sommes pas arrivés. Nous n'avons jamais dit que nous y étions arrivés. Mais nous sommes premiers dans plusieurs secteurs et nous travaillons fort pour continuer à nous améliorer», a-t-il expliqué.

ZONE EURO Selon Mario Draghi, la crise est finie

Le Monde.fr 6 mars 2015

[Blague du jour. La BCE aurait-elle racheté en secret toutes les dettes de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de la France, etc...???)

Le président de la Banque centrale européenne anticipe une croissance solide dans la zone euro dans les trois ans à venir. Il mise pour cela sur son programme de rachat d'actifs, dont le coup d'envoi sera donné le 9 mars.

"Le timing semble impeccable", [commente le *Financial Times*](#). "Six semaines seulement après avoir imposé son programme d'assouplissement monétaire, malgré la forte résistance de l'Allemagne, le président de la Banque centrale européenne (BCE) annonce maintenant la fin de la crise dans la zone euro."

A l'issue de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE, tenue le 5 mars à Chypre, Mario Draghi a affiché une belle confiance. Il prévoit désormais une croissance de 1,5 % pour la zone euro en 2015 (en décembre, il évoquait seulement 1 %), 1,9 % en 2016 et 2,1 % en 2017. Le message est clair, analyse le quotidien britannique : "L'économie de la région a franchi un tournant et s'oriente vers une reprise solide."

Le redémarrage de la deuxième économie du monde serait une bonne nouvelle, [ajoute *The Wall Street Journal*](#). D'autant que la Chine vient de

revoir à la baisse son objectif de croissance, désormais fixé à 7 % pour 2015, le chiffre le plus faible depuis 1990.

Mario Draghi a par ailleurs confirmé le lancement, le 9 mars, de l'ambitieux programme de rachat de dette publique et privée annoncé en janvier. Il portera sur 1 140 milliards d'euros d'ici à septembre 2016, au rythme de 60 milliards par mois, et devrait permettre d'arriver à un taux d'inflation d'environ 2 %.

Envies Rentrées

Charles Gave Institut des Libertés 9 mars 2015

Dans le fond, j'aurais du être un professeur.

J'ai fait des études d'économie absolument par hasard, je suis allé travailler ensuite dans une banque d'affaires Française également par hasard. Ils m'ont collé dans le service des marchés financiers sans que je sache pourquoi et depuis je n'ai pas cessé de suivre le même processus intellectuel.

D'abord, je veux essayer de comprendre pourquoi ce que je surveille comme du lait sur le feu passe son temps à monter, à descendre, et surtout à faire des choses qui surprennent tout le monde tout le temps, moi le premier.

Si vous aimez vous sentir idiot fréquemment, alors vous devez travailler dans les marchés financiers, c'est une remarquable école d'humilité. Cela va faire quarante ans ou plus que j'essaye de comprendre pourquoi la *valeur* des choses monte ou baisse et croyez bien que je me donne un mal de chien pour ça.

Et puis, dès que j'ai compris, ou que crois avoir compris, je me précipite pour l'expliquer tous ceux qui sont prêts à m'écouter.

Un financier « normal », s'il a compris quelque chose se garde bien en effet de l'expliquer aux autres et garde soigneusement l'information pour lui. Pas moi.

Certes, je me fais payer pour aller voir les autres, mais dans le fond ce qui m'amuse c'est de comprendre et d'expliquer et pas tellement de gagner de l'argent. J'aurais sans doute pu gagner beaucoup plus d'argent si je me contentais de gérer l'argent des autres, mais Dieu, que je me serais ennuyé.

Mais les choses ont beaucoup changé récemment.

Depuis quelques années nous sommes en effet entrés dans un monde idiot où la seule chose qui compte est de savoir ce que vont faire monsieur Draghi ou Madame Yellen et je dois dire que je suis bien las de commenter leurs actions.

Et du coup, je me suis dit, je vais remettre ma casquette de « professeur rentré » et expliquer aux lecteurs de l'IDL pourquoi les politiques suivies par ces phares de la pensée ne peuvent pas ne pas échouer.

Commençons par le commencement.

Dans un pays, à un moment donné, il y a le capital et le travail, et de leur rencontre naît l'économie.

Dans ce petit papier, je vais me concentrer sur le capital, et je vais tenter d'expliquer comment il doit être alloué pour qu'il y ait croissance économique qui seule permet la hausse des niveaux de vie.

La première chose qu'il faut signaler est que le capital est une **ressource rare**.

La question essentielle est en fait non pas COMMENT on va allouer cette ressource rare mais QUI va y avoir droit.

Depuis la plus haute antiquité, la réponse à cette question était le plus souvent celui qui pouvait taper le plus fort sur ses concitoyens à grands coups d'épée ou de massue ou celui qui pouvait les convaincre que les Dieux exigeaient que ses prêtres (eux, les oints du Seigneur) soient grassement entretenus par la population puisqu'ils étaient les seuls à pouvoir entrer en contact avec la Divinité (Pour plus d'explications, lire « Le Devin » d'Asterix)

Au XVIII en Grande Bretagne, changement de décor.

On commence à pratiquer un système où dans le fond, celui qui a accès au capital n'est pas celui qui le dépense le mieux, souvent après l'avoir volé, mais celui qui le fait fructifier au mieux, suivant en cela la parabole des Talents.

Et c'est de ce changement qu'est née la notion même de croissance économique. Dans le fond, pour qu'il y ait croissance, il faut que la quantité de capital que les travailleurs peuvent utiliser monte avec le temps, ce qui permet à leur productivité de croître et donc à leur niveau de vie de monter.

Il faut donc réserver l'utilisation du capital aux serviteurs qui rendront plus de talents à l'arrivée qu'ils n'en avaient reçu au départ.

Certes, certes, mais comment faire dans la pratique ?

Et bien le plus simple est d'organiser une vente aux enchères perpétuelle (un marché, comparable à une foire aux bestiaux), où ceux qui ont des projets, appelons les des entrepreneurs, vont emprunter de l'argent (la forme fongible du capital) à ceux qui ont un excès d'épargne, appelons les des rentiers.

Ceux qui ont des mauvais projets ou un historique d'avoir toujours perdu l'argent qu'ils avaient emprunté n'auront rien. Ceux qui ont une rentabilité trop faible n'auront rien et devront fermer boutique.

Ceux qui ont des bons projets et une bonne réputation pourront se développer et tant pis pour les autres...

Car, hélas, la vérité que je peux plus dissimuler plus longtemps est que le capitalisme est un système Darwinien et c'est même pour cela qu'il marche.

Comment va se faire cette allocation du capital dans la réalité Darwinienne qui est la sienne ?

Comme ceci : Les apporteurs de capital vont le confier à mes entrepreneurs en prenant en compte deux critères, la rentabilité espérée et le risque pris.

Vont donc avoir accès au capital les entrepreneurs qui présentent le meilleur rapport rentabilité/risque. Seuls auront accès à mon capital ceux pour lesquels il existe une espérance de gain suffisamment importante pour que je sois à la fois rémunéré en tant que rentier et que je retrouve mon capital augmenté à la fin. Et si la rentabilité de mes placements est supérieure au coût du capital alors le niveau de vie général montera, puisque la croissance future dépend de l'augmentation du stock de capital qui entraîne l'accroissement de la productivité qui conditionne les augmentations à venir du niveau de vie.

OUF !

Le processus d'attribution du capital est donc un processus qui sélectionne systématiquement les opportunités d'investissements en partant du haut, ceux qui vont gagner beaucoup d'argent en prenant peu de risque et en descendant jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de capital au niveau de risque que les épargnants sont prêts à prendre.

Et ce niveau est déterminé par le taux d'intérêts.

Et donc ceux qui ne peuvent assumer ce coût (de l'argent) ne peuvent avoir accès à cette ressource rare qu'est le capital, périssent et disparaissent...

Et en disparaissant, ils libèrent du capital et du travail qui vont là où la croissance est forte.

Pour ceux qui me lisent depuis longtemps, c'est ainsi que la « destruction créatrice » de Schumpeter s'exerce. Seuls survivent ceux qui rendent plus de talents qu'ils n'en ont reçus. Quant aux autres, comme le disait le Christ, ils tombent en enfer. Et donc, gaspiller le capital est un péché mortel.

Dans le fond la croissance est un phénomène créé par la sélection naturelle.

Ce qui m'amène à la période actuelle.

Les banques centrales ont pris la décision d'amener les taux d'intérêts à zéro, ce qui veut dire que la sélection n'existe plus. Que vous soyez efficace ou non, l'accès au capital est le même et le prix est à peu de choses près le même pour tout le monde, le plus favorisé étant bien l'Etat, gros destructeur de capital s'il en est puisqu'à l'intérieur de l'Etat, il n'y a pas de destruction créatrice.

Pour sauver les Etats, les banques centrales ont donc décidé d'empêcher la destruction créatrice.

Et comme la destruction va s'arrêter, la création va s'arrêter aussi, puisque sans destruction il ne peut y avoir création, et le stock de capital va donc cesser de monter. L'Etat, grâce à sa grosse massue a repris le contrôle de l'allocation du capital. Comme le stock de capital va cesser de monter, la productivité ne va plus augmenter et donc le niveau de vie stagner ou baisser.

Mais dans d'autres pays le système Darwinien est toujours en place et les sociétés de ces pays, qui elles resteront efficaces, n'auront aucun mal à concurrencer les nôtres et à leur tailler des croupières. Et l'étape suivante de cette descente aux enfers sera sans doute le protectionnisme, qui ne fera qu'appauvrir un peu plus les Français. Tout cela m'attriste au plus haut point.

[Les poches vides, Athènes revient solliciter ses créanciers...](#)

7 mars, 2015

Posté par voltigeur , Les Moutons Enragés

Pas sortis d'affaire les grecs, il ne faut pas compter sur Bruxelles pour leur faciliter la tâche..



Le gouvernement d'Alexis Tsipras a repris son bâton de pèlerin pour convaincre les Européens de desserrer les cordons de la bourse afin d'éviter à la Grèce un nouveau «thriller» financier.

Malgré la fermeté affichée jeudi par le président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, peu décidé à signer un chèque en blanc à Athènes sans avancées concrètes, le Premier ministre grec ne désespère pas de convaincre l'institution de Francfort de faire un geste.

Quitte à employer des mots forts: la BCE a le pouvoir d'«étrangler» la Grèce, a-t-il estimé dans un entretien avec l'hebdomadaire allemand Der Spiegel. Si elle ne restaure pas la pleine capacité de financement des banques grecques, «alors nous allons revenir au thriller d'avant le 20 février», date à laquelle son gouvernement s'est entendu avec ses partenaires européens, après d'âpres négociations, sur la poursuite du programme international d'aide au pays.

Début février, la BCE a fait sauter un régime d'exception en faveur des banques helléniques, qui leur permettait d'accéder à ses opérations régulières de financement, les laissant dépendantes d'un mécanisme d'urgence.

Les appréciations sur la situation financière de la Grèce confrontée à des obligations financières très lourdes en mars, à hauteur de six milliards d'euros, vont bon train. Le gouvernement a toujours affirmé qu'il serait en mesure de rembourser ses dettes alors que la presse fait état d'un retard de deux milliards d'euros dans les recettes de l'Etat.

Le vice-Premier ministre Ioannis Dragasakis a estimé jeudi que «le problème de liquidité existait» sans être plus aigu qu'après les élections législatives de 2012, un des multiples épisodes des tensions financières qui se sont succédé pour la Grèce ces dernières années.

Vendredi, le pays a pu rembourser une tranche de prêt au FMI, soit 310 millions d'euros, selon une source du ministère des Finances.

Athènes n'a plus droit aux fonds prévus par le programme d'aide UE-FMI, qui lui a promis 240 milliards d'euros depuis 2010, tant que le gouvernement Syriza n'a pas engagé de réformes jugées suffisamment sérieuses.

– 'Confiance altérée' –

Les responsables grecs vont retourner plaider leur cause auprès de leurs partenaires la semaine prochaine: lundi lors d'une réunion des ministres de la zone euro à Bruxelles (Eurogroupe), jeudi à Paris où se rendront le ministre des Finances Yanis Varoufakis et le Premier ministre Alexis Tsipras, lequel rencontrera le président du Parlement européen Martin Schulz vendredi à Bruxelles.

Alexis Tsipras et Jean-Claude Juncker devraient également se rencontrer «dans les deux prochaines semaines», a indiqué au journal allemand Welt am Sonntag le président de la Commission européenne, soucieux toutefois de ne pas court-circuiter l'Eurogroupe.

«La confiance a été sévèrement altérée» entre Athènes et ses partenaires et «a besoin d'être reconstruite», a estimé vendredi une source européenne.

Le gouvernement grec espère persuader de sa crédibilité en présentant sept premières réformes concrétisant le catalogue d'engagements signé mi-février avec l'Europe: réactivation d'un conseil fiscal «indépendant» pour assister le gouvernement dans la réalisation de ses objectifs budgétaires, amélioration des méthodes de préparation du budget, incitations au paiement des arriérés d'impôt, mise en vente de licences pour les jeux en ligne, simplifications administratives facilitant la vie des entreprises, mesures sociales pour les plus vulnérables et... embauche de contrôleurs fiscaux amateurs pour des missions ponctuelles.

Ce dernier projet a focalisé l'attention en raison des détails dévoilés par le Financial Times: «étudiants, ménagères, voire touristes» seraient appelés à jouer les agents du fisc temporaires pour détecter les fraudeurs, selon une lettre de M. Varoufakis à l'Eurogroupe mise en ligne par le journal

Les dirigeants grecs auront fort à faire pour surmonter les réserves de leurs partenaires. Le gouvernement d'Alexis Tsipras «veut dépenser plus et dans le même temps les rentrées fiscales s'effondrent», a tancé le président du mécanisme européen MES, Klaus Regling tandis que Martin Schulz a mis en garde, dans une interview à la télévision espagnole: «en Slovaquie, les pensions sont inférieures aux pensions grecques. Comment le Premier ministre slovaque peut-il expliquer: +je donne de l'argent pour que Tsipras augmente les pensions en Grèce? +».

Source [20Minutes](#)

[LA REVUE DE PRESSE DE PIERRE JOVANOVIC](#)

OUVERTURE NIMZO-AUTRICHIENNE: FAILLITE DE LA CARINTHIE, RICOCHET DE LA HYPO-ADRIA

du 9 au 13 mars 2015 : La Carinthie est la région la plus au sud de l'Autriche. Et comme tout ce qui est au sud, elle est en faillite... Et elle ne pourra pas payer

10 milliards. LÖL (MDR en allemand = ILMT pour *Ich Lach Mich Tot*). Le Ministre des Finances de Vienne a dit indirectement à la BCE de se débrouiller... avec les 10 milliards d'obligations émises par la région pour le compte de la Heta, banque pourrie issue de la Hypo-Adria. Les Autrichiens en ont au assez de pomper l'argent du peuple pour sauver leurs banquiers et disent m**** à l'Europe à leur façon. Kool!

*"Austria's finance minister, Jörg Schelling, said Vienna would not cover 10.2 billion in bond guarantees issued by the Carinthian authorities for the failed lender Hypo Alpe Adria, or for the "Heta" resolution fund that succeeded it. This leaves the 550.000 strong province on the Slovene border to fend for itself as losses spin out of control. "The government won't waste another euro of taxpayer money on Heta", he said, **insisting that there must be an end to moral hazard**. The Hypo affair has already cost taxpayers 5.5 bn euros. The Austrian state has said it will cover 1 billion euros of its own guarantees "on the nail" but nothing more".*

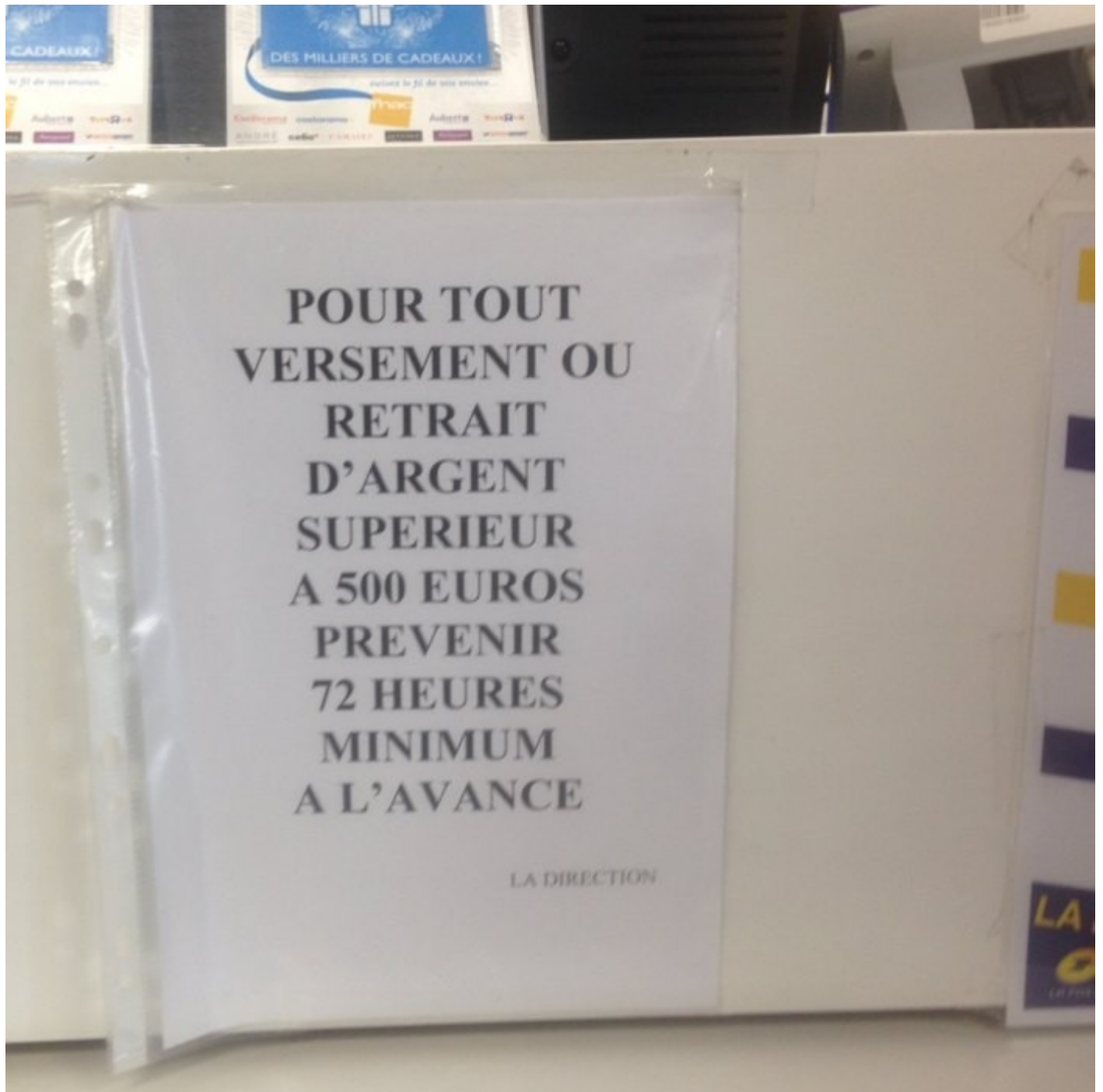
Soit Mario Drgahi finit par un avoir un cancer, soit il démissionne, soit il lance la planche à billets. Mais dans tous les cas, la région, n'aura pas cent cinquante alternatives !!! Une belle faillite à venir donc, comme celle du comté d'Orange organisée par Mr Citron (si, si, je n'invente rien, voir le livre Blythe Masters). [Lire ici le Telegraph](#), merci à Mme Landry.

LA SAISIE DES COMPTES BANCAIRES DES PARTICULIERS A COMMENCE (à lire absolument)

du 9 au 13 mars 2015 : ALERTE: Chers lecteurs, j'ai réalisé en discutant avec mes visiteurs à Clermond Ferrand que les Français étaient désormais "chypriotisés" en ce moment même. Certes, les banques ne s'y prennent pas de la même façon que la Troïka à Chypre, mais l'esprit y est, lisez bien les derniers témoignages de la semaine et vous allez comprendre que cela se passe EN CE MOMENT MEME dans presque toutes les banques! L'excuse bidon qu'elles donnent? La Fraude bien sûr, oubliant évidemment que les plus grands fraudeurs, ce sont elles justement. Les banques veulent vous empêcher de disposer de liquide parce qu'elles n'en ont presque plus. Voyez les 209.000 euros que LCL devait virer à un notaire voici 15 jours dans cette page. L'étau se resserre de plus en plus sur les Français. Prenez vos dispositions. IMMOBILISEZ LES FRUITS DE VOTRE TRAVAIL DANS UN STUDIO, UN TERRAIN, UNE MAISON, UN APPARTEMENT OU DES PIECES D'OR, MAIS IMMOBILISEZ-LE au mieux de vos intérêts.

De Mr R***: *"Voici la nouvelle procédure mise en place par le Crédit Mutuel de*

Bretagne pour réaliser des virements. Auparavant ils étaient validés dans la minute, puis les montants ont été limités, et à présent il faut rentrer les coordonnées du bénéficiaire, attendre 3 jours et effectuer le virement. Voici le texte qui s'affiche: "ATTENTION : Un accroissement de la fraude nous contraint à ne plus proposer la réalisation de virement en temps réel vers un nouveau bénéficiaire. Désormais, vous devrez enregistrer votre bénéficiaire puis, après un délai de 3 jours, réaliser votre virement. En cas d'urgence, contactez votre conseiller".



D'une lectrice retraitée: " J'ai retiré les fonds de ma banque ... Vous devez signer la destination des fonds. Je passe sur le fait que j'ai eu, suite à ce retrait, 2 appels du siège dans la semaine suivante pour donner des explications de la destination!!! Bref, j'ai ma CB qui me permet de retirer 500 euros jour. Suivant vos conseils j'ai retiré 3000 euros sur plusieurs jours. Horreur... Convocation immédiate auprès de la banque et je suis traitée de terroriste!!! Et le plus beau, je vous le donne dans le mille, texto du banquier: "Vous êtes retraitée, et selon nos calculs, vous n'avez pas droit à retirer plus de 500 euros mensuels" !!! Pire que le Soviet suprême. Je n'ai plus de compte au Credit Mutuel aujourd'hui, mais cette histoire valait d'être relatée quand même".

IMPORTANT

Afin de satisfaire le plus grand nombre de nos clients, nous avons *limité la délivrance de monnaie à 150€ par carte et par 24h.*

Nous vous remercions pour votre compréhension,

La Direction

De notre lecteur Xavier: "J'ai reçu un texto du Crédit Agricole Ile de France. J'ai deux comptes courants, un au CA et l'autre dans une autre banque où je perçois mon salaire. Celui du CA est un compte où j'ai un prêt immobilier que j'honore chaque mois depuis 7 ans, sans jamais avoir eu de découvert depuis l'ouverture car il y a un virement permanent pour payer les échéances mensuelles, et un peu plus même, pour les dépenses quotidiennes lorsque je suis sur Paris... Cela fait 6 ans que c'est ainsi, jamais aucun problème, **le plafond de ma carte pour le retrait était de 450 euros par semaine**, elle me sert uniquement pour le retrait de "PQ". Pour les dépenses courantes je ne paye jamais avec. J'ai vu la personne qui s'occupe de mon compte la semaine dernière, aucun problème. Et là, aujourd'hui je reçois un texto me disant: "Nous constatons un fonctionnement irrégulier de votre carte bancaire bla bla bla..." diminution des plafonds. **Petit coup de téléphone, et on me dit plafond à 100 euros par semaine**, le temps que mon salaire soit versé chaque mois sur le compte du CA IDF... Sinon cela restera comme ça... Pendant 6 ans aucun problème, ma situation est exactement la même. Et du jour au lendemain!!!! Voilà, je pense que vous avez compris la situation... Moi je ne comprend pas ce changement d'attitude soudaine... Enfin si, mais c'est scandaleux".



De notre lecteur Jean-Yves: *"J'ai oublié de vous dire que je me suis fait voler de 200 Euro par LCL pendant 24 heures. C'était il y a 2 semaines, comme d'habitude je vérifiais mes comptes bancaires quotidiennement et je me suis aperçu que 200 Euro ont été débités alors que je n'avais fait aucun débit ce jour là. Mon sang ne fit qu'un tour et je téléphonai au service 24/24 du LCL. On m'a dit qu'il y avait un problème informatique avant même de terminer ma phrase, et que mon compte serai crédité le lendemain de la somme "volée". Effectivement les 200 euro ont été crédités. Mais pendant 24h il m'ont volé 200 euro et à qui profite le crime, je vous le donne en mille. Bien sûr je n'ai jamais cru à un problème informatique. Imaginez tout les gens qui ne vérifient pas leurs comptes tous les jours, et ceci répété à des milliers de victimes, ça fait beaucoup de cash en peu de temps et personne ne s'en rend compte. Merci ma BANQUE..."*

Je compte sur vous pour envoyer cette information à tous vos mails, vous serez étonné par les remontées que vous aurez... La prochaine étape? Braquer les comptes des entreprises!!!

ALERTE BANQUE POSTALE : ELLE REFUSE LES CHEQUES MEME SUR LES COMPTES APPROVISIONNES !

du 9 au 13 mars 2015 : De notre lecteur Franck qui nous informe depuis quelques années déjà, et qui bénéficie d'une vue périphérique de ce qui se passe avec les clients. Une fois de plus, la Banque Postale (qui paye pour Dexia, n'oubliez pas) se distingue: "***Voici depuis quelques semaines, nous observons de nombreux incidents avec la Banque Postale. Les chèques sont rejetés. Sauf que: les clients ne sont pas contents, les cartes bleues passent, mais les chèques sont en incident! Notamment un client qui a eu un chèque de 146 euros rejeté et un de 43 euros, alors qu'il a 4000 euros sur son compte. Du coup il va chez Axa banque. En tant qu'entreprise, j'ai envoyé bouler la Banque Postale l'année dernière, elle ne faisait que des conneries! La banque c'est pas leur truc..! Quoi que le courrier non plus...***".

En effet, la banque ce n'est vraiment pas leur métier... Il fut un temps pourtant, où les CCP fonctionnaient très bien.

UN TEMOIGNAGE CAPITAL D'UN DIRECTEUR D'HOTEL SUR LA CRISE QUI SEVIT EN CE MOMENT (à lire absolument)

du 9 au 13 mars 2015 : De notre lecteur Yann: "*Je travaille comme directeur dans un petit hôtel 3* dans le 1er arrondissement de Paris. Nous avons réalisé en 2012 et 2013 les deux meilleures années jamais faites en termes de chiffre d'affaires, 2013 étant le top du top, l'hôtel étant plein à 98% sur l'année.*

Pour commencer, l'augmentation des charges en 2013 nous a mangé l'augmentation de bénéfices (merci Mr Hollande) donc nous avons, toute l'équipe et moi, augmenté notre charge de travail sur toute l'année... Pour rien.

L'année 2014 a vu une baisse significative du CA (-100.000 euros), même si je la classe tout de même en 3e position au total. Sauf que, avec les nouvelles taxations de 2014, l'augmentation de la TVA et autres, c'est une autre perte sèche de 80.000 euros, soit un total de -180.000 euros sur l'année.

Mon patron à commencer à pâlir.

L'année 2015 a commencé depuis 2 mois, et là tout s'accélère: je suis déjà à -35.000 euros par rapport à 2014, juste en CA. (...) A cela, il faut rajouter des fournisseurs de plus en plus agressifs quant au paiement des factures, alors qu'auparavant nous pouvions faire trainer une facture sur 3 ou 4 mois, aujourd'hui ils nous bloquent nos comptes dès qu'une traite n'est pas réglée.

Ce matin un fournisseur m'annonce qu'il me bloque mon compte pour une facture de 110 euros du mois dernier!!!

En plus, il faut prendre en compte que de plus en plus de clients cherchent des excuses bidon pour obtenir une réduction, voir carrément ne pas payer leur chambre. Je suis obligé de me battre (pas encore physiquement mais cela ne saurait tarder) pour qu'ils règlent leurs facture, voire dans certains cas extrêmes d'appeler la police!

Même les clients asiatiques, pourtant d'habitude des clients très respectueux, commencent à vouloir tricher. Et je ne vous parle même pas des vols d'ampoules, de papier toilette, de piles, de télécommandes, de bouchons de baignoire, de voilages, de lampes! Ou bien des fausses déclarations de vol. Je suis parti la semaine dernière au commissariat avec deux clients qui nous accusaient de leur avoir volé 500 euros de liquide dans leur chambre. Bizarrement ils n'avait pas utilisé le coffre fort mis à disposition dans chaque chambre, donc aucune preuve du vol, mais en plus leur facture (non réglée) s'élevait à...498 euros!!! Du foutage de gueule !!

Moi, je suis coincé entre le patron, les fournisseurs, les clients et le personnel (qui ont eux aussi beaucoup de problèmes financiers. Je vous passe tous les ATD que je reçois pour certains d'entre eux). Je comprends ce qui ce passe, et j'ai dû mal à croire que personne n'ouvre les yeux sur la réalité de notre situation."

TIC-TAC A ATHENES: SYRIZA A VOLE L'ARGENT DE LA SECURITE SOCIALE !

du 9 au 13 mars 2015 : Je vous en avais parlé la semaine passée, eh bien voilà, c'est fait et Mr Arfeuille nous commente la situation: "*Mardi 3 mars, la Grèce a emprunté 1,138 milliards d'euros à 6 mois. Pour ce nouvel emprunt, le taux a été en hausse: la dernière fois, c'était de 2,75 %. Mardi 3 mars, le taux a été de 2,97%. La Grèce a lancé cet emprunt pour rembourser un emprunt du même type, plus un emprunt de 310 millions d'euros du FMI venant à échéance vendredi 6 mars !*

Mais mardi, les opérateurs privés n'ont pas participé à ce nouvel emprunt : c'est la Sécurité Sociale grecque qui a été forcée d'acheter les obligations émises par l'Etat grec. Vendredi 6 mars, le service des pensions grecques sera mis à contribution pour rembourser les 310 millions d'euros au FMI. En Grèce, c'est de pire en pire. En Grèce, le naufrage continue".

ET DIRE QUE SYRIZA A PROMIS LES SOINS GRATUITS POUR TOUT LE MONDE S'ILS ETAIENT ELUS... Et voilà, comment ils soignent les Grecs, en prenant

l'argent des cotisations Sécurité Sociale pour le redonner à la Troïka. Les soins en Grèce, c'est proche de l'Afrique noire maintenant.

BLANCHE-NEIGE ET SES 7 BLANCHISSEURS (LES EMULES BELGE, CHYPRIOTE ET GREC DE JEROME CAHUZAC)

du 9 au 13 mars 2015 : Des Jérôme Cahuzac il n'y en a pas qu'en France. En Belgique, c'est l'ancien ministre des finances wallon et ex-maire de Waterloo, Serge Kubla qui *"encaissait l'argent de Duferco via une société à Malte. Il a créé en septembre 2009 Socagexi Ltd par le biais de laquelle il empochait l'argent versé par Duferco pour ses activités de "consultance" au Congo. Ses émoluments atteignaient 240.000 euros par an!"* a [révélé DhNet.be, lire ici](#).

Mr Debrauwere nous dit: *"précisons qu'en tant que ministre, c'est lui, entre autres, qui s'occupait des aides aux entreprises dont Duferco à bénéficié. Et maintenant il le payent 20.000 euros/mois ... Mais ça on ne peut pas le dire. Et il se fait payer à Malte (via un compte HSBC of course) pour ne payer que 5% d'impôts. Ce matin, il a dit "Mais j'ai payé des impôts" ... Oui, mais à Malte! Fumier !"*.

Energés les lecteurs belges...

L'ancien Ministre de l'Intérieur chypriote Dinos Michailidis et son fils ont été emprisonnés à Athènes pour blanchiment d'argent, en relation avec la corruption de l'ancien ministre de la Défense grec (j'en avais parlé à l'époque), membre du PS. Notez au passage que le chef syndicaliste grec corrompu par Siemens a été retrouvé mouru. Un scandale en moins.

Toujours à Athènes, cette fois c'est l'ex Ministre des Finances Gikas Hardouvelis (juste avant Syriza) qui est dans le collimateur car sur ses comptes personnels, il y a bien plus d'argent que le montant de son salaire de ministre, et ce n'est pas explicable de manière... rationnelle!

"While Mr Hardouvelis was sending e-mails to the troika of creditors agreeing with new measures that would have burdened people even more, he was not revealing his income and he was sending his money abroad," Syriza said". En résumé: juste avant la victoire de la gauche, le ministre a viré son argent à l'étranger... [Lire ici l'AP](#) ou [ici Greek Reporter](#). Voilà comment le peuple a été trahi.

UN SINGE UNE BANQUE UKRAINIENNE EN HIVER

du 9 au 13 mars 2015 : Avec l'effondrement du Hyvernia (bon, en même temps c'est normal, le printemps approche...) les banques ukrainiennes sont sur

le fil du rasoir, et justement la Delta Bank vient d'être découpée en tranches.
"Ukraine's 4th largest lender Delta Bank insolvent. The bank has gone bankrupt after months of non-compliance, according to the National Bank of Ukraine. Two smaller banks in the Delta Banking group have also gone belly-up". [Lire ici RT](#), merci à Mr Martin.

Notre lecteur Mr Pietrasiewicz qui vit en Pologne, nous dit: **"Ici on dit qu'il y a une explication très simple sur la raison pour laquelle le rouble russe a seulement perdu la moitié de sa valeur en une année, alors que la valeur de la hryvnia ukrainienne a été divisée par quatre: c'est parce que l'aide de l'Union Européenne est deux fois plus dévastatrice que ses sanctions"**... Ha ha ha MDR LÖL

PS: les lecteurs ukrainiens qui ont acheté des pièces d'or et d'argent ont été sauvés dans ce chaos: le cours de l'or est monté comme une fusée 10 secondes après décollage... Déjà leurs billets de banque ne sont plus que monnaie de singe... Et ce n'est pas fini.

LA FRANKFURTER BANKGESELLSCHAFT VEUT REPASSER AUX 44 HEURES HEBDOMADAIRES

du 9 au 13 mars 2015 : A l'heure où la CGT française veut passer aux 32 heures (et pourquoi pas aux 10 h ???) par semaine, la filiale suisse de la banque Frankfurter Bankgesellschaft (gère 9 milliards avec 150 salariés) elle, veut repasser aux 44 heures et supprimer le 13e mois: *"La directrice de l'Association suisse des employés de banque dit que la banque a demandé il y a un mois à ses employés qu'ils donnent leur accord de principe sur la suppression de leur 13e salaire et sur un passage des horaires de 40 à 44 heures par semaine, ce qui correspond grosso modo à une baisse de salaire de 18%"*...

Ben au mois elle justement anticipe l'explosion financière à venir, et veut éviter un plan de licenciements... D'ailleurs les employés ont accepté, si j'ai bien compris l'article de 24h qui ajoute qu'après avoir viré des banquiers, la direction d'une autre banque, la Julius Bär, a demandé à ses salariés de baisser leur salaire de 5%... La Suisse bientôt comme la Grèce!!! [Lire ici 24h](#) pour le croire, merci à notre lecteur Mr Pascal.

666 : UNE NOUVELLE LOI SUR L'OR POUR AFFAIBLIR LA FRANCE (LETTRE D'UN DOUANIER)

du 9 au 13 mars 2015 : De notre lecteur douanier (que je remercie dans le livre 666): *"Voilà un complément enrichissant la note que je vous avais communiquée en avril 2014 sur l'obligation déclarative sur l'or dans ses*

mouvements intracommunautaires, mais pas dans ses mouvements hors Europe. Vous aviez repris cette information dans la semaine du 22 au 26 avril 2014 sous l'intitulé "Transport de l'or: en Europe vous devez déclarer, mais pas si vous allez aux Iles Caïmans".

*Comme vous le verrez dans la page 10 du fascicule que je vous communique, **la douane (donc le gouvernement) envisage de soumettre à l'obligation déclarative l'or venant de pays tiers à destination de la France.***

Cette obligation déclarative sur l'or (y compris boursier tel les pièces et les lingots) était depuis un an applicable aux mouvements intracommunautaires, et elle semble prévue d'être bientôt étendue dans le sens venant des pays tiers vers la France (et les pays de l'union européenne). Cela est prétendument motivé par la lutte contre le blanchiment d'argent des réseaux criminels, notamment celui des réseaux de stupéfiants.

***Si tel était vraiment le cas, pourquoi les mouvements d'or partant de l'Union Européenne vers les pays tiers sont ils encore omis de cette obligation déclarative ???** Il est de notoriété publique que les pays producteurs et exportateurs de stupéfiants, donc liés aux réseaux criminels, se trouvent hors d'Europe, et que le produit de leurs ventes y retourne. Cela, même nos politiques déconnectés du monde réel ne peuvent l'ignorer, ils ne peuvent quand même pas être déconnectés des réalités du monde à ce point!*

*Il y a donc là, au mieux (pour être gentils envers eux), un non sens, et au pire (pour être réaliste), un enfumage en règle sur la justification réelle de cette omission du mouvement de l'or physique quittant l'union européenne. **Il semble qu'à la lecture de 666, votre livre, cette nouvelle mesure en préparation s'inscrive dans la politique de rabattage de l'or européen vers des pays et des mains étrangères.***

Auparavant, on compliquait par la réglementation douanière les mouvements d'or intra européens, tout en exonérant les mouvements extra européens de toute contrainte déclarative.

*Désormais on semble **planifier la complication également du mouvement d'or venant de pays tiers vers l'Union Européenne tout en continuant d'exonérer de toute contrainte réglementaire le mouvement de l'or partant d'Europe.***

En définitive, on encourage réglementairement la fuite de l'or vers les pays tiers (donc vers les USA) par un effet d'entonnoir, en laissant une seule porte non surveillée et sans contrainte réglementaire pour les mouvements d'or physique. Cela, même les réseaux criminels internationaux ne sont pas assez bêtes pour

ne pas le mettre à profit ! L'objet est donc tout autre, il ne peut être que celui que vous dévoilez dans votre livre 666".

Cher lecteur, ce serait intéressant de remonter cette loi/texte pour voir qui l'a proposée/poussée... Ensuite ce serait bien que la (ex-DST) DCRI fasse une enquête pour "*intelligence avec un gouvernement étranger*"... Elle trouverait des choses très intéressantes... Suivez mon regard sur Gabriel (l'Archange bien sûr : -) ...

L'ENTRETIEN A NICE AVEC E&R SUR 666

du 9 au 13 mars 2015 : A l'occasion de mon passage dans la ville, l'équipe locale d'ER a enregistré cet entretien avec des questions variées sur l'économie, l'or, 666 et bien entendu l'Europe. Avec le recul, c'est encore plus intéressant selon vos premières réactions. Merci à vous.



APPLE SE PREPARE A RAFLER UN TIERS DES RESERVES D'OR MONDIALES...

du 9 au 13 mars 2015 : Dingue: plusieurs lecteurs de la profession m'ont fait remonter cet article du [Wall Street Journal ici](#), et du très sérieux journal professionnel Mining qui affirme que pour préparer la fabrication des montres iWatch, Apple serait obligé d'acheter un tiers des stocks d'or si le public s'entiche de son dernier produit, décliné en 3 versions, dont la version 18 carats, qui va être lancé en avril. Sachant que la production est déjà lancée à Taiwan chez Quanta, et que celle-ci doit fabriquer "*entre 5 et 6 millions mécanismes*"... Et The Mining de calculer: "*Josh Centers estimates that each*

gold watch will contain 2 troy ounces (62.2 grams) of gold. So, based on the estimated sales figure, he concludes that Apple will need 746 tons of gold a year, or about 30% of the world's annual production. His estimations — admittedly based on the Wall Street Journal predictions, not official figures — would mean that Apple may soon become a major player in the world's luxury watch market, grabbing about half of it"... Well, ça promet encore de très belles manipulations du cours !!! [Lire ici Mining](#), merci à Mr Van Den Meersche.

LA VENTE D'ALSTOM AUX AMERICAINS, LA Ne HUMILIATION DE LA FRANCE

du 9 au 13 mars 2015 : De Mr Arfeuille: "*Depuis 41 ans, les élites françaises trahissent la France. Depuis 41 ans, elles vendent la France à la découpe aux pays étrangers en général, et aux Etats-Unis en particulier. Dernière trahison : la vente d'Alstom à General Electric. En clair*" :

- Les Etats-Unis sont le suzerain.
- Le suzerain place ses vassaux à la tête de ses fiefs.
- La mission de tous ces vassaux : trahir la France pour le plus grand profit du suzerain.
- Dans les années qui viennent, le peuple français punira les élites qui trahissent la France. A la g*****e, tous ces traîtres.

Mr Arfeuille poursuit: "*Lisez cet article insupportable "Vente d'Alstom, le dessous des cartes: "Oui, il y a bien une corrélation entre l'étrange défaite de 1940, qui vit en quelques semaines l'effondrement de notre pays et celle, plus insidieuse et plus longue, qui voit le délitement de notre appareil industriel"*" [dans le Figaro ici signé par 4points](#).

LE GEANT AMERICAIN DU RECOUVREMENT A PRIS PIED DISCRETEMENT EN FRANCE

du 9 au 13 mars 2015 : De notre lecteur X: "*je travaille chez [MCS Associés](#), groupe spécialisé dans le recouvrement de créances, et qui a été racheté l'été dernier par [Cerberus Capital Management](#) qui est une société d'investissement américaine spécialisée dans la gestion de fonds de placement"* (note: j'avais donné ici en 2008 le sauvetage de Cerberus qui avait volé en éclats avec l'explosion du 29 septembre 2008) "*Une occasion pour les Américains de mettre un pied en France sur le secteur du recouvrement de créances. Pour rappel Cerberus est un des fonds vautours qui ont dépecé l'Argentine, [lire ici l'article du Grand Soir](#): "Les fonds vautours qui dépecent l'Argentine se jettent sur l'Espagne"*.

C'est sûr qu'avec le niveau d'impayés, c'est le seul secteur qui sera en pleine expansion ! Les Texans ayant mis leurs mains sur les enterrements des Français.

ENCORE UN NOUVEL IMPOT SCANDALEUX QUI PRIVATISE L'ACCES A LA MER !

du 9 au 13 mars 2015 : Voici le Ne, Ne, Ne nouvel impôt que les Français vont devoir payer pour rembourser une dette fabriquée en monnaie de singe par les banques étrangères (US, Japon Angleterre). De Mr Gautier: "Le gouvernement de bali-balo avait dit qu'il n'y aurait plus d'impôts, mais les taxes pleuvent... Une nouvelle vient d'être votée: la taxe sur le mouillage... Le bateau de la finance à jeté l'ancre de la taxe dans les eaux françaises. *"En votant la taxe sur les mouillages forains, le gouvernement actuel remet en cause un droit ancestral à la liberté d'accès à la mer. Pour le gouvernement, les plaisanciers sont tous des nantis, et qui dit nanti, dit taxe!"* ...

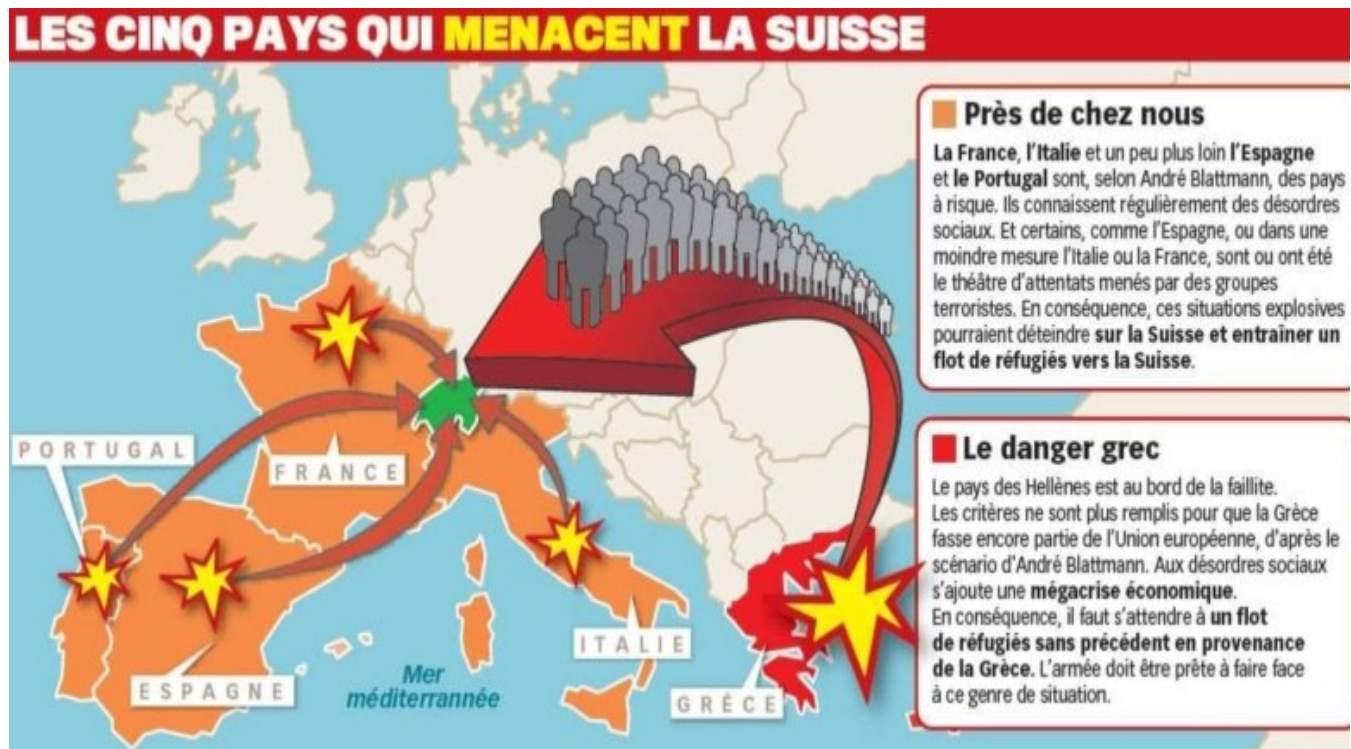
Et l'article d'ActuNautique est très très intéressant car il explique bien la manipulation: *"C'est dans la nuit de mardi que l'Assemblée Nationale a finalement voté cette nouvelle taxe qui s'appliquera aux bateaux de plaisance mouillant dans les zones protégées, zones qui représentent actuellement une superficie de 88000 km², soit 24% des eaux métropolitaines et 50% des eaux corses ... L'initiateur de cette privatisation de l'accès à la mer est le député radical de gauche (!) Paul Giacobbi, président du conseil exécutif de l'Assemblée de Corse, dont l'objectif est de lutter contre "la prolifération de très gros navires, qui viennent dans nos eaux", selon l'adage bien connu : les touristes, seul leur argent nous intéresse! Le montant initialement prévu à 20 euros par mètre de coque (100 euros pour le mouillage d'un semi-rigide de 5m de long !!), n'a pas été précisé, qui sera décidé... par décret!*

... Présentée comme une mesure limitée aux seuls espaces corses des Bouches de Bonifacio et de Scandola, ce texte met en place un dispositif, qui potentiellement peut être généralisé à l'ensemble des aires marines protégées des côtes françaises ... Le tollé engendré par la mise en place de cette nouvelle taxe est grand, et pourrait porter un coup fatal au secteur du nautisme et de la plaisance, qui emploie 40 000 salariés en France. Il constitue une remise en cause d'une liberté d'accès à la mer qui a toujours existé et son image sera désastreuse pour les plaisanciers étrangers" [lire le reste ici dans Actunautique.](#)

LES SUISSES COMMENCENT A PANIQUER...

du 9 au 13 mars 2015 : Un lecteur suisse m'a envoyé cette infographie remarquable du journal suisse Le Matin.ch Cette carte est en effet remarquable car vous pouvez la lire de deux manières différentes. La première est celle

qu'énonce banalement le journal... La seconde est plus sioux, sous l'angle de "777" ou de "Comprendre l'Empire": vous voyez alors un pays protestant massivement attaqué par les troupes endettées des pays catholiques/orthodoxes... : -) CQFD pour les PIIGS



666: LES AVERTISSEMENTS DE LORD ROTHSCHILD, D'ALBERT EDWARDS, D'ALAN "DROOPY" GREENSPAN et de RICHARD MAYBURY du 9 au 13 mars 2015 : L'ancien patron de la Fed grâce auquel nous sommes dans cette situation horrible (et qui a reçu les plus hautes décorations de presque tous les pays, dont la France) a causé dans le poste qui appartient à General Electric, fournisseur d'armes de toutes sortes, j'ai nommé CNBC. Et ce qu'il dit peut être écouté, vu que maintenant il ne risque plus rien, sauf de mourir d'ennui. En traduction, il est très pessimiste puisqu'il dit que "*les actions sont trop surévaluées*", ce qui, dans son jargon, veut dire qu'il y a une grosse bulle en formation...

Vous avez aussi l'analyse de Richard Maybury : "*Monetary System, World Order We've Had Since 1940s Is Collapsing*" [via ZH ici](#), celle du baron Rothschild ici "*Geopolitical Situation Most Dangerous Since WWII*" que vous pouvez [lire ici avec plein de graphiques](#), et le fameux Monsieur Albert de la Société Générale "*Ignore This Measure Of Global Liquidity At Your Own Peril*", *Albert Edwards Warns*" [à lire ici](#).

MAIS LE PLUS IMPORTANT EST LA: JUNKER VEUT CREER UNE ARMEE EUROPEENNE (pour être envoyée en Ukraine, évidemment... Ce type est vraiment le valet des Américains, [lire ici le FT pour le croire.](#))

